



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n. 15

De la crise alimentaire mondiale à l'insécurité alimentaire locale

Bruxelles, 9 décembre 2009

Un Reader

Ressources sur la sécurité alimentaire
des pays ACP face à la crise économique globale¹

compilé par Isolina Boto et Camilla La Peccerella (CTA)



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

¹ La plus grande partie de ce Reader a été reprise directement des documents et des sites web officiels et toutes traductions sont non officiels. Le Reader ne se veut pas exhaustif mais vise à donner un aperçu général des défis pour la sécurité alimentaire des pays ACP face à la crise économique globale ainsi qu'à fournir des sources d'information utiles. Pour toutes contributions additionnelles, veuillez contacter Isolina Boto (boto@cta.int) ou Camilla La Peccerella (lapeccerella@cta.int). Le Reader et une grande partie des ressources sont disponibles en ligne à : <http://bruxellesbriefings.net>.

Index

1. La sécurité alimentaire: introduction	5
1.1 La définition de « sécurité alimentaire »	5
1.2 Le droit à l'alimentation	7
2. Les défis liés à la sécurité alimentaire	8
2.1 Risques actuels liés à la sécurité alimentaire : les grandes tendances	8
2.2 La crise économique mondiale : une menace pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables	8
2.3 Les acquisitions globales des terres : un défi émergent pour les pays en développement	9
3. La sous-alimentation dans le monde	11
3.1 Estimations de la sous-alimentation pour 2008 et 2009	11
3.1.1 Aperçu général	
3.1.2 Les régions ACP	
3.2 Zones sensibles et crises	15
4. Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire : les ménages pauvres sont les plus durement touchés	17
4.1 Les conséquences nutritionnelles	18
4.2 Stratégies d'adaptation non alimentaires	20
5. Quantifier les incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire	20
6. Faire face aux risques liés à la sécurité alimentaire : la nécessité d'une approche intégrée	22
7. Action internationale et responsabilités dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire	26
8. Les initiatives de l'UE sur la sécurité alimentaire	31
Sélection des ressources en ligne	35
Sites web	40
Glossaire	44
Acronymes	50

La sécurité alimentaire des pays ACP face aux crises économiques mondiales

1. La sécurité alimentaire: introduction

La sécurité alimentaire est un concept flexible, comme le montrent les diverses tentatives de définition dans le domaine de la recherche et de la politique. Son évolution permanente en tant que concept de fonctionnement en matière de politique publique reflète une reconnaissance plus générale de la complexité des questions techniques et politiques sous-jacentes. La redéfinition la plus récente de la sécurité alimentaire a été négociée dans le cadre du processus de consultation internationale en vue du sommet mondial de l'alimentation de novembre 1996. Les différentes définitions de la sécurité alimentaire adoptées en 1974 et en 1996, ainsi que celles contenues dans les documents officiels de la FAO et de la Banque mondiale du milieu des années 1980, sont reprises ci-dessous, avec une mise en exergue des modifications substantielles apportées par chacune. Une comparaison de ces définitions met en lumière le changement de cap substantiel de l'opinion officielle sur la sécurité alimentaire ces 25 dernières années. Ces définitions servent également de référence pour les analyses politiques qui ont refaçonné notre compréhension de la sécurité alimentaire en tant que problème international et national².

1.1 La définition de « sécurité alimentaire »

En 1996 le sommet mondial pour l'alimentation (SMA) a défini la sécurité alimentaire comme une situation qui existe *« quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine »*. Cette définition a été précisée dans le Rapport de 2001 sur l'insécurité dans le monde de la FAO : *« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. »*

Cette définition amplement acceptée est centrée sur les aspects suivants de la sécurité alimentaire :

Disponibilité alimentaire: La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire).

Accès à la nourriture: Accès de tous à des ressources adéquates (droits) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive. Les droits sont définis comme l'ensemble de biens auxquels une personne est susceptible d'accéder en raison du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit (y compris certains droits traditionnels tels que l'accès aux ressources communes).

Utilisation: L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'un régime alimentaire adéquat, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire.

Stabilité: Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements

² FAO, «Trade reforms and food security. Conceptualizing the linkages », Chapitre 2 : « Food security : concepts and measurement », 2003 (uniquement en anglais), [ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4671e/y4671e00.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4671e/y4671e00.pdf)

cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire³.

Évolution des concepts de politique en matière de sécurité alimentaire.

Les concepts relatifs à la sécurité alimentaire ont évolué au cours des trente dernières années parallèlement à l'évolution de la pensée politique officielle. Le terme est apparu au milieu des années 1970, lorsque le Sommet mondial de l'alimentation (1974) a défini la sécurité alimentaire en termes d'approvisionnement alimentaire, à savoir garantir la disponibilité et la stabilité des prix des produits alimentaires de base à l'échelon national et international. « Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix ». En 1983, les études de la FAO se sont centrées sur l'accès à l'alimentation et ont conduit à une définition basée sur l'équilibre entre la demande et l'élément de l'offre de l'équation de la sécurité alimentaire: « Assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin ». La définition a ensuite été révisée pour incorporer aux analyses de la sécurité alimentaire le niveau individuel et celui des ménages, outre le niveau d'agrégation régional et national. En 1986, la Banque mondiale a publié le très important rapport sur la pauvreté et la faim qui faisait ressortir que la dynamique temporelle de l'insécurité alimentaire. Ce rapport a introduit les distinctions entre la sécurité alimentaire chronique, associé à des problèmes de pauvreté permanente ou structurelle et à de faibles revenus, et l'insécurité alimentaire transitoire liée à des périodes particulièrement critiques résultant de catastrophe naturelle, d'un marasme économique ou d'un conflit. Ce point de vue a été complété par la théorie de la famine de Sen (1981) qui a mis l'accent sur l'effet des droits personnels sur l'accès à la nourriture, tels que les ressources basées sur la production, le travail, le commerce et le transfert.

La définition largement consensuelle du sommet mondial de l'alimentation (1996) renforce la nature multidimensionnelle de la sécurité alimentaire et inclut les concepts de l'accès à l'alimentation, de disponibilité, d'utilisation de la nourriture et de la stabilité. Cette définition a donné lieu à des réponses politiques centrées sur la promotion et la récupération de la subsistance. Ces méthodes fondées sur la subsistance sont aujourd'hui au cœur des programmes de développement des organisations internationales. Elles sont de plus en plus souvent appliquées dans des contextes de crise et incluent les notions de vulnérabilité, de réaction face aux risques et de gestion de ces derniers. En résumé, le rapport entre la sécurité alimentaire, la famine et les crises agricoles cède aujourd'hui le pas à une analyse de la sécurité alimentaire comme concept social et politique. Plus récemment, l'accent a été mis sur la dimension éthique et des droits de l'homme de la sécurité alimentaire. Le droit à l'alimentation n'est pas un concept nouveau ; il est déjà présent dans la déclaration sur les droits de l'homme des Nations unies de 1948. En 1996, les participants au sommet mondial de l'alimentation ont fait un grand pas en avant en adoptant officiellement le droit à une nourriture adéquate. Ceci a ouvert la voie à la possibilité d'une approche fondée sur le droit à la sécurité alimentaire. Actuellement, ce droit à l'alimentation est reconnu dans la constitution de plus de 40 pays et, selon les estimations de la FAO, il pourrait être un droit juridique dans quelque 54 pays. En 2004, un groupe de travail intergouvernemental mis en place sous les auspices du Conseil de la FAO a mis au point une série de directives volontaires visant à faciliter la réalisation progressive du droit à une nourriture adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale⁴.

La communauté internationale a acceptée ces listes de plus en plus longues d'objectifs communs et de responsabilités qui en découlent. Mais sa réponse pratique a consisté à se focaliser sur des objectifs plus spécifiques et plus simples, afin d'organiser l'action publique internationale et nationale. Dans la sphère du développement international, l'objectif premier semble être de plus en plus la réduction et l'élimination de la pauvreté. Le sommet mondial de l'alimentation de 1996 a confirmé cette tendance en adoptant comme objectif principal de l'action internationale sur la sécurité alimentaire la réduction de moitié de la famine et de la sous-alimentation d'ici 2015.

La sécurité alimentaire peut être essentiellement décrite comme un phénomène propre aux individus. Au final, c'est le statut nutritionnel de chaque membre d'un ménage qui est concerné, ainsi que le risque de ne pas atteindre ce statut ou de le mettre en péril. La vulnérabilité des individus est par conséquent mesurée à

³ FAO, Sécurité alimentaire, Notes d'orientation n. 2, juin 2006, http://ftp.fao.org/es/ESA/policybriefs/pb_02_fr.pdf

⁴ FAO, Sécurité alimentaire, Notes d'orientation n. 2, juin 2006, http://ftp.fao.org/es/ESA/policybriefs/pb_02_fr.pdf

l'aune de ce risque. Comme le sous-entendent les définitions envisagées ci-dessus, cette vulnérabilité peut être chronique ou transitoire⁵.

1.2 Le droit à l'alimentation

En 2008, le droit à une alimentation suffisante a été reconnu comme un élément fondamental pour apporter une solution durable à la crise de la sécurité alimentaire mondiale causée par la cherté des produits alimentaires. Il y a à cela deux raisons. Tout d'abord, la crise a touché de façon disproportionnée ceux qui étaient déjà vulnérables, c'est-à-dire généralement les personnes qui dépensent une grande partie de leurs revenus à l'achat de nourriture. Ensuite, il a été largement admis que, pour surmonter la crise, l'effort habituel ne serait pas suffisant. Aux remèdes traditionnels, qui traitent l'insécurité alimentaire sous l'aspect à la fois de l'urgence et dans ses causes structurelles, il convenait d'ajouter une dimension supplémentaire visant à promouvoir le droit à l'alimentation et la réforme de la gouvernance de la sécurité alimentaire au niveau tant national que mondial.

Le droit à l'alimentation a aussi été au centre de la réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous, tenue à Madrid en janvier 2009. Dans son discours de clôture de la conférence, Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Ban Ki-moon, a plaidé pour que le droit à l'alimentation soit retenu comme «une base d'analyse, d'action et de responsabilisation» dans la promotion de la sécurité alimentaire. Le droit à l'alimentation est tout d'abord un droit humain fondamental consacré par le droit international. C'est le droit de chaque personne à disposer d'un accès permanent aux ressources nécessaires pour produire, gagner ou acheter une quantité suffisante d'aliments non seulement pour prévenir la faim, mais aussi pour assurer la santé et le bien-être. Le droit à l'alimentation crée un cadre cohérent en vertu duquel il est possible de traiter les problèmes critiques de gouvernance dans la lutte contre la faim, et donne la parole à une multitude de groupes et d'individus concernés. Il pose des principes qui régissent les processus de décision et d'exécution, notamment la participation, la non discrimination, la transparence et l'autonomisation. Il établit aussi un cadre juridique, reposant sur les notions de droits et d'obligations, et des mécanismes garantissant une responsabilisation accrue et l'application de la règle de droit. Le point de vue du droit à l'alimentation fournit un cadre permettant de diagnostiquer le problème de sécurité alimentaire ainsi que de guider la conception, la mise en œuvre et le suivi des initiatives prises pour faire face à la crise alimentaire. À cet égard, les directives relatives au droit à l'alimentation (directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale) fournissent un contexte dans lequel il est possible de traduire les engagements politiques en une action pratique et concrète. Ces directives recommandent que les États adoptent une stratégie nationale afin de concrétiser le droit à une alimentation suffisante, comprenant : la cartographie des groupes les plus vulnérables dont la participation doit être assurée ; la définition précise des responsabilités des différents secteurs de l'administration et l'amélioration de la coordination ; la fixation de critères de référence et de calendriers ; et l'autonomisation d'institutions indépendantes, notamment les tribunaux, chargées de renforcer la responsabilisation. Les directives relatives au droit à l'alimentation recommandent aussi que les États promeuvent la bonne gouvernance en tant que facteur essentiel à la croissance économique soutenue, au développement durable et à l'éradication de la faim et de la pauvreté, ainsi qu'à la réalisation de tous les droits humains et notamment la concrétisation progressive du droit à une alimentation suffisante. L'amélioration de la gouvernance des institutions publiques qui conçoivent, exécutent et suivent les politiques et programmes de sécurité alimentaire joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre des directives. Au niveau gouvernemental, cela suppose que tous les ministères, départements techniques et commissions concernés conjuguent leurs compétences complémentaires et leurs efforts pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives efficaces, intégrées et intersectorielles. La participation des ménages, des familles, des syndicats d'agriculteurs, de l'agro-industrie, des organisations de la société civile et autres acteurs du processus d'élaboration des politiques, au niveau non seulement national, mais aussi régional, villageois et même familial, est essentielle à cet égard⁶.

⁵ FAO, «Trade reforms and food security. Conceptualizing the linkages », 2003, cit., <http://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4671e/y4671e00.pdf>

⁶ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

2. Les défis liés à la sécurité alimentaire

2.1 Risques actuels liés à la sécurité alimentaire : les grandes tendances

Il est depuis longtemps admis que les pauvres sont confrontés à de nombreux risques, mais la sécurité alimentaire est-elle plus en péril que par le passé ? Plusieurs risques mondiaux, avec un impact potentiel profond sur la sécurité alimentaire des pauvres, ont récemment pris de l'ampleur et devraient s'accroître encore davantage sur le long terme. Citons notamment :

- Le risque de prix alimentaires élevés et volatiles, qui limitent la consommation alimentaire des populations pauvres, la qualité de leur régime alimentaire et leurs dépenses en soins de santé et pour leur bien-être général, devrait augmenter à l'avenir. Selon les projections mondiales de l'IFPRI, les prix alimentaires ne devraient pas retrouver leurs niveaux de 2000-2003 ces dix prochaines années et la volatilité des prix est en augmentation⁷.

- Les chocs financiers et économiques, qui causent des pertes d'emplois, rendent le crédit plus cher et plus rare et font chuter la demande de biens agricoles, devraient également persister dans certaines régions du monde en développement.

- Les impacts du changement climatique, notamment l'augmentation de l'incidence d'événements météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations et la diminution des rendements des pays en développement, viendront exacerber l'insécurité alimentaire. Ces impacts seront profonds, la majorité des pauvres dépendant de l'agriculture pour leur alimentation et leurs revenus⁸.

- Les risques d'épidémies et de maladies humaines, animales et végétales devraient augmenter et se disséminer plus rapidement avec l'urbanisation, la mondialisation et le changement climatique.

Ces risques complexes encourus par les systèmes alimentaires et sanitaires mondiaux peuvent adopter diverses formes et peuvent se révéler comme des « tempêtes parfaites » catastrophiques. De plus, ces risques encourus par les systèmes alimentaires peuvent engendrer des risques sociétaux et politiques, tels que des émeutes alimentaires, la déstabilisation de gouvernements et des conflits nationaux et transfrontaliers⁹.

2.2 La crise économique mondiale : une menace pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables

À la fin de 2008, au moment où les prix internationaux des produits alimentaires et des carburants ont continué à chuter, on se prenait à espérer que les pays en développement échapperaient à la crise et à la récession qui avait débuté dans les pays développés. Toutefois, cet espoir s'est révélé illusoire et les grandes organisations internationales n'ont pas tardé à réviser très fortement à la baisse leurs estimations de la croissance économique pour 2009-10 pour toutes les régions du monde, y compris les pays en développement.

La crise actuelle est différente des crises du passé : alors que les pays en développement ont été touchés par de nombreuses crises dans le passé, le remous économique actuel est différent, à trois égards principalement. Premièrement, la crise affecte de grandes parties du monde en même temps et c'est pourquoi les mécanismes traditionnels d'ajustement aux niveaux national et sous-national seront probablement moins efficaces que par le passé. Les crises qui avaient précédemment touché les pays en développement se limitaient à des pays particuliers ou à plusieurs pays dans une région donnée. Dans ces conditions, ces pays avaient recours à de fortes dépréciations du taux de change pour s'ajuster plus

⁷ IFPRI, « High Food Prices : The What, Who, and How of Proposed Policy Actions », Briefing politique, mai 2008, <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/foodpricespolicyaction.pdf>

⁸ Pour en savoir plus, voir : GIEC, « Food, fibre and forest products ». In « Climate Change 2007 : Impacts, Adaptation and Vulnerability ». Contribution du deuxième groupe de travail au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2007, <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-chapter5.pdf> et IFPRI, « Climate change : Impact on agriculture and costs of adaptation », rapport sur la politique alimentaire, 2009, <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr21.pdf>

⁹ IFPRI, « Food-Security Risks Must Be Comprehensively Addressed ». Rapport annuel 2008-2009 <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ar08e.pdf>

facilement aux chocs macroéconomiques, alors que les transferts de fonds (l'argent envoyé dans leur pays par des parents habitant d'autres régions du monde ou d'autres pays) représentaient un mécanisme d'ajustement important, en particulier pour les ménages plus pauvres. Pendant la crise de 2009 cependant, les envois de fonds ont fortement diminué dans de nombreux pays.

La marge de dépréciation du taux de change réel est aussi plus limitée dans une crise mondiale et tous les pays en développement ne peuvent pas déprécier leur monnaie par rapport aux autres, certains doivent l'apprécier et d'autres la déprécier. Cette situation a réduit la marge de manœuvre dont disposaient les pays en développement pour s'ajuster à l'évolution rapide des conditions économiques.

La deuxième grande différence vient du fait que la crise économique actuelle s'est déclarée immédiatement après la crise des prix des denrées alimentaires et des carburants de 2006-08. Alors que, sur les marchés mondiaux, les prix des denrées alimentaires chutaient dans le sillage de la crise financière, ils demeuraient élevés par rapport aux points de référence historiques récents. En outre, leurs prix sur les marchés nationaux ont baissé plus lentement, en partie parce que le dollar des États-Unis, dans lequel sont libellées la plupart des importations, a continué à s'apprécier pendant un certain temps, mais surtout en raison de décalages de la transmission des prix des marchés mondiaux aux marchés intérieurs.

À la fin de 2008, les prix nationaux des aliments de base restaient en moyenne supérieurs de 17 pour cent en termes réels à ce qu'ils étaient deux ans plus tôt. Cela a représenté une réduction considérable du pouvoir d'achat réel des consommateurs pauvres, qui dépensent une part non négligeable de leurs revenus (souvent 40 pour cent) en aliments de base.

De plus, même si les prix nationaux des denrées alimentaires reviennent à leurs niveaux précédents, les prix élevés de la nourriture et du carburant ont pratiquement épuisé les mécanismes d'ajustement de très nombreuses familles pauvres, qui ont été forcées de puiser dans leurs actifs (financiers, physiques ou humains) pour essayer – parfois en vain – d'éviter une forte baisse de leur consommation. Comme le montre l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde de 2008, la hausse des prix des denrées alimentaires touche les plus pauvres des pauvres, en particulier les pauvres sans terres et les ménages dirigés par des femmes, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant a obligé les familles à choisir le type d'actifs qu'il fallait vendre en premier et quel membre de la famille (mère, enfant ou travailleur principal) devait en payer le prix en termes de réduction des soins de santé, d'éducation ou de consommation alimentaire; de telles décisions sont particulièrement difficiles à prendre étant donné la forte part que représente la nourriture dans les budgets des pauvres et leur accès limité au crédit.

Les choix opérés, quel qu'ils fussent, auraient réduit des actifs déjà limités, diminuant la capacité des populations les plus vulnérables à faire face à une nouvelle crise si peu de temps après la première.

La hausse des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus et de l'emploi signifient que, même si la disponibilité d'ensemble des denrées alimentaires au niveau mondial était relativement bonne en 2008 et 2009, l'accès par les pauvres à cette nourriture a subi le contrecoup. Le troisième facteur qui différencie la crise actuelle de celles du passé est le fait que les pays développés sont devenus plus intégrés, financièrement et commercialement, à l'économie mondiale que 20 ans auparavant. En conséquence, ils sont plus exposés aux changements intervenant sur les marchés internationaux¹⁰.

2.3 Les acquisitions globales des terres : un défi émergent pour les pays en développement

Outre la croissance démographique rapide dans de nombreux pays en développement et le renforcement du processus d'urbanisation, les récentes crises alimentaire et financière imposent également une pression plus forte sur les terres destinées à la production agricole.

Ces 3 ou 4 dernières années, les investisseurs privés et les gouvernements se sont davantage intéressés à l'acquisition ou à la location à long terme de grandes parcelles de terres arables, en particulier dans les pays en développement¹¹. Bien que les estimations soient difficilement vérifiables, des publications récentes

¹⁰ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

¹¹ De Schutter – Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et sur les grandes acquisitions et locations foncières : « A set of core principles and measures to address the human rights challenge », 11 juin 2009,

de l'IFPRI et de Grain suggèrent un renforcement et une intensification dans l'acquisition par les investisseurs étrangers de larges parcelles de terres arables dans les pays en développement ces cinq dernières années¹².

L'IFPRI estime que pour les seuls pays d'Afrique sub-saharienne (Éthiopie, Ghana, Madagascar et Mali), les allocations foncières aux investisseurs privés depuis 2004 ont atteint plus de 1,4 million d'hectares, les allocations inférieures à 1 000 hectares étant exclues¹³.

Les terres les plus prisées sont celles proches des ressources aquifères, donc irrigables à un coût d'infrastructure relativement peu élevé, celles situées à proximité des marchés et celles dont la production est facilement exportable¹⁴. Ces terres ne sont pas destinées à des cultures pour le marché mondial ou à l'alimentation des populations locales, mais plutôt à répondre à la demande nationale en produits alimentaires et en biocarburants du pays acquéreur des terres.

Nombre des ces pays sont confrontés à de graves pénuries d'eau douce (pour la production agricole) et à un niveau démographique important par rapport aux terres arables¹⁵. De même, face à la crise mondiale actuelle, les commerçants de denrées, les entreprises agroalimentaires et les investisseurs privés envisagent de plus en plus l'investissement dans le développement des terres agricoles comme une nouvelle source importante de revenus.

Bien que ce phénomène ne soit pas totalement neuf, il s'est accéléré depuis la crise alimentaire mondiale, les marchés de biens agricoles étant considérés comme de plus en plus instables et volatiles, et donc moins fiables pour les pays importateurs nets de denrées, en particulier à la suite de la décision, au printemps 2008, de plusieurs pays forts exportateurs alimentaires d'interdire les exportations ou d'y mettre des barrières. Les pays pauvres en ressources mais riches en liquidités se sont par conséquent tournés vers des acquisitions ou des locations foncières à grande échelle afin de garantir leur sécurité alimentaire. Cela a également incité les investisseurs privés, notamment les grands fonds d'investissement, à acquérir des terres à des fins spéculatives, convaincus que le prix des terres arables continuera à augmenter à l'avenir¹⁶. Ces pressions, qui viennent s'ajouter à la méfiance grandissante envers le fonctionnement des marchés régionaux et mondiaux résultant de la crise des prix, ont suscité un regain d'attention pour l'investissement direct étranger dans l'agriculture.

La plupart des pays en développement sont importateurs nets de produits alimentaires et les concessions foncières de plus en plus nombreuses allouées à des pays étrangers et/ou à des investisseurs pourraient exacerber l'insécurité alimentaire, générer des conflits et mettre à mal tant les efforts actuels d'amélioration de la gouvernance foncière, via une réforme agraire, que le renforcement des droits fonciers indigènes. La plupart des pays en développement demeurent des économies agricoles avec une capacité limitée à mobiliser des ressources nationales ou à fournir de moyens de subsistance aux populations. Les opportunités d'emploi non agricoles ne sont pas générées assez rapidement pour répondre à la demande grandissante¹⁷.

Pour ces pays à faibles revenus et en déficit alimentaire, les obstacles actuels sont de taille. En effet, avec le renforcement de la demande, les prix alimentaires plus élevés sur les marchés internationaux et les

<http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/22-srftlarge-scalelandacquisitions-hrprinciples-9.6.09-2.pdf>

¹² Joachim von Braun et Ruth Meinzen-Dick, « Land Grabbing » by Foreign Investors in Developing Countries ; Risks and Opportunities », Briefing politique IFPRI n°13, avril 2009,

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp013all.pdf> et « Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière », Rapport de Grain, octobre 2008, http://www.grain.org/briefings_files/landgrab-2008-fr.pdf

¹³ Joachim von Braun et Ruth Meinzen-Dick, « « Land Grabbing » by Foreign Investors in Developing Countries », cit., <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp013all.pdf>

¹⁴ De Schutter – Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et sur les grandes acquisitions et locations foncières : « A set of core principles and measures to address the human rights challenge », 11 juin 2009,

<http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/22-srftlarge-scalelandacquisitions-hrprinciples-9.6.09-2.pdf>

¹⁵ CNUCED, « The Least Developed Countries Report 2009, The State and Development Governance »,

http://www.unctad.org/en/docs/ldc2009_en.pdf

¹⁶ De Schutter – Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et sur les grandes acquisitions et locations foncières : « A set of core principles and measures to address the human rights challenge », 11 juin 2009

<http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/22-srftlarge-scalelandacquisitions-hrprinciples-9.6.09-2.pdf>

¹⁷ CNUCED, « The Least Developed Countries Report 2009, The State and Development Governance »,

http://www.unctad.org/en/docs/ldc2009_en.pdf

capacités moindres d'importation, leurs besoins alimentaires nationaux doivent être satisfaits par la production alimentaire nationale, à charge des petits agriculteurs dans la plupart des pays en développement africains et asiatiques¹⁸.

Alors que les investissements dans l'agriculture sont bienvenus pour améliorer l'utilisation des terres arables disponibles, les acquisitions foncières posent des problèmes dans les secteurs agricoles des pays en développement, notamment parce que le développement de grandes exploitations mécanisées et monoculturelles menace les petits producteurs qui dépendent d'une agriculture diversifiée.

La nouveauté par rapport aux investissements passés, c'est la nature spéculative des accords, leur focalisation sur des terres consacrées aux cultures alimentaires de base (céréales, riz, maïs) essentielles à la sécurité alimentaire locale et l'intérêt pour les terres et l'eau, considérées comme de nouveaux biens à part entière. De plus, la focalisation sur les investissements étrangers à grande échelle dans la production offshore de nourriture ou d'agrocarburants ne devrait pas occulter le fait que la plupart des investisseurs sont nationaux.

3. La sous-alimentation dans le monde

Il ressort des dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatives à la faim dans le monde que la tendance déjà défavorable des dix dernières années s'est encore sensiblement aggravée. La montée de l'insécurité alimentaire en 2009 souligne la nécessité de s'attaquer de manière efficace et de toute urgence aux causes profondes de la faim¹⁹.

Même avant les crises alimentaire et économique qui se sont succédées, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté lentement mais constamment depuis 10 ans. Les données les plus récentes de la FAO concernant la sous-alimentation qui couvrent l'ensemble des pays du monde montrent que cette tendance s'est poursuivie sur la période 2004-06. Aucun progrès n'a donc été fait concernant la réalisation de l'objectif de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation, et cela même avant les deux crises consécutives qui ont empiré la situation.

Cette évolution est d'autant plus décevante que, dans les années 80 et 90, des progrès notables avaient été réalisés pour réduire la faim chronique.

De 1995-97 à 2004-06, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté dans toutes les régions, sauf en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cependant, dans cette partie du monde aussi, la tendance à la baisse s'est renversée à cause des crises alimentaire et économique. Si la proportion de personnes sous-alimentées s'est réduite de 1990-92 à 2004-06, cette baisse a été beaucoup plus lente.

L'objectif du sommet mondial de l'alimentation consiste à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées entre 1990-92 et 2015. L'objectif 1 du millénaire pour le développement, cible 1C, est de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim entre 1990 et 2015²⁰.

3.1 Estimations de la sous-alimentation pour 2008 et 2009

En dépit des conséquences négatives de la crise des produits alimentaires et du carburant sur les groupes de population les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, de meilleures disponibilités alimentaires mondiales que prévu en 2007-08 ont conduit la FAO à réviser à la baisse ses estimations précédentes de la sous-alimentation pour 2008, les établissant à 915 millions (contre 963 millions).

Cependant, si l'on en croit les projections fournies par le service de recherche économique du Département des États-Unis pour l'agriculture (USDA), la crise économique devrait accroître le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire d'environ 9 pour cent en 2009, hausse qui s'ajoute à l'augmentation de

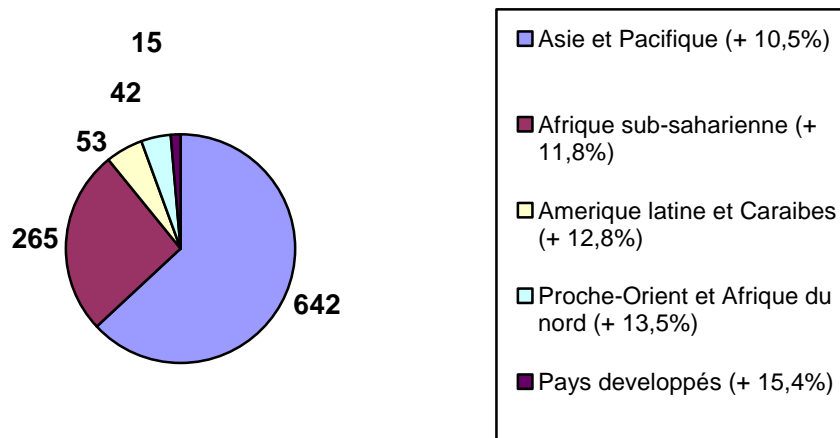
¹⁸ FIDA, « L'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière », 2008, <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

¹⁹ FAO, « Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais », 2009, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Press%20release%20june-fr.pdf

²⁰ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

base de 2 pour cent prévue de toute façon pour 2009, même en l'absence de crise (voir le tableau 1 pour la répartition régionale).

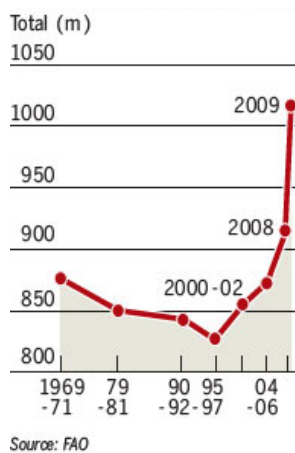
Tableau 1: La sous-alimentation en 2009, répartition régionale (millions)²¹



Si on les applique aux estimations révisées de la FAO concernant la sous-alimentation, ces projections signifient que le nombre de sous-alimentés dans le monde aura augmenté pour atteindre 1,02 milliard de personnes en 2009, même si les prix internationaux des denrées alimentaires ont baissé par rapport aux records précédemment atteints. Si ces projections se réalisent, le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim atteindra son plus haut niveau depuis 1970.

Si le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté depuis le milieu des années 90, le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde était en fait en diminution dans les années 70 et 80 en dépit d'une croissance relativement rapide de la population durant ces décennies (voir tableau 2) et la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation dans les pays développés baissait très rapidement.

Tableau 2: number of undernourished in the world, 1969-71 to 2009²²



²¹ Source: FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

²² Source: FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

À cette époque, tout particulièrement dans le sillage de la crise alimentaire mondiale de 1973-75, de gros investissements dans le secteur agricole (en particulier pour la recherche scientifique et les routes et l'irrigation rurales) ont permis une croissance rapide des rendements céréaliers et une baisse du prix des céréales qui a, à son tour, a réduit de manière significative l'insécurité alimentaire. Pendant ces décennies, la proportion de l'aide publique au développement (APD, c'est-à-dire l'aide au développement à laquelle contribuent les pays donateurs) consacrée à l'agriculture était aussi relativement élevée. Toutefois, pendant les années 90 et la décennie actuelle, le nombre de personnes sous-alimentées s'est accru, en dépit du ralentissement de la croissance de la population, et la proportion de personnes sous-alimentées a augmenté en 2008 (voir tableau 2). Au cours de la même période, la proportion d'APD dédiée à l'agriculture a fortement baissé ; en 2007, compte tenu de l'inflation, l'APD était inférieure de 37 pour cent à son niveau de 1988. L'augmentation du rendement du riz et du blé s'est aussi fortement ralentie. L'accroissement du rendement du maïs s'est accéléré, mais cela peut être dû au fait qu'une part beaucoup plus grande de la recherche et développement (R&D) est aux mains du secteur privé et ce plus pour le maïs que pour le riz et le blé, et que la R&D privée représente une proportion de plus en plus forte de la R&D totale. Compte tenu de l'importance grandissante des biocarburants et des nouveaux liens qui unissent les marchés de l'agriculture et de l'énergie, l'augmentation du rendement des céréales, si elle se produit, ne continuera pas forcément à entraîner une baisse des prix des céréales. Le marché mondial de l'énergie étant beaucoup plus vaste que le marché mondial des céréales, les prix des céréales pourraient être déterminés par les prix du pétrole sur le marché de l'énergie et non par le rendement des céréales. Toutefois, même si cela est le cas, la hausse des rendements des céréales continuera à contribuer à réduire la pauvreté en accroissant les revenus des petits agriculteurs et en augmentant la demande de main d'œuvre agricole. Il faut donc tirer les leçons du passé et investir à nouveau dans le secteur agricole pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté²³.

3.1.1 Aperçu général

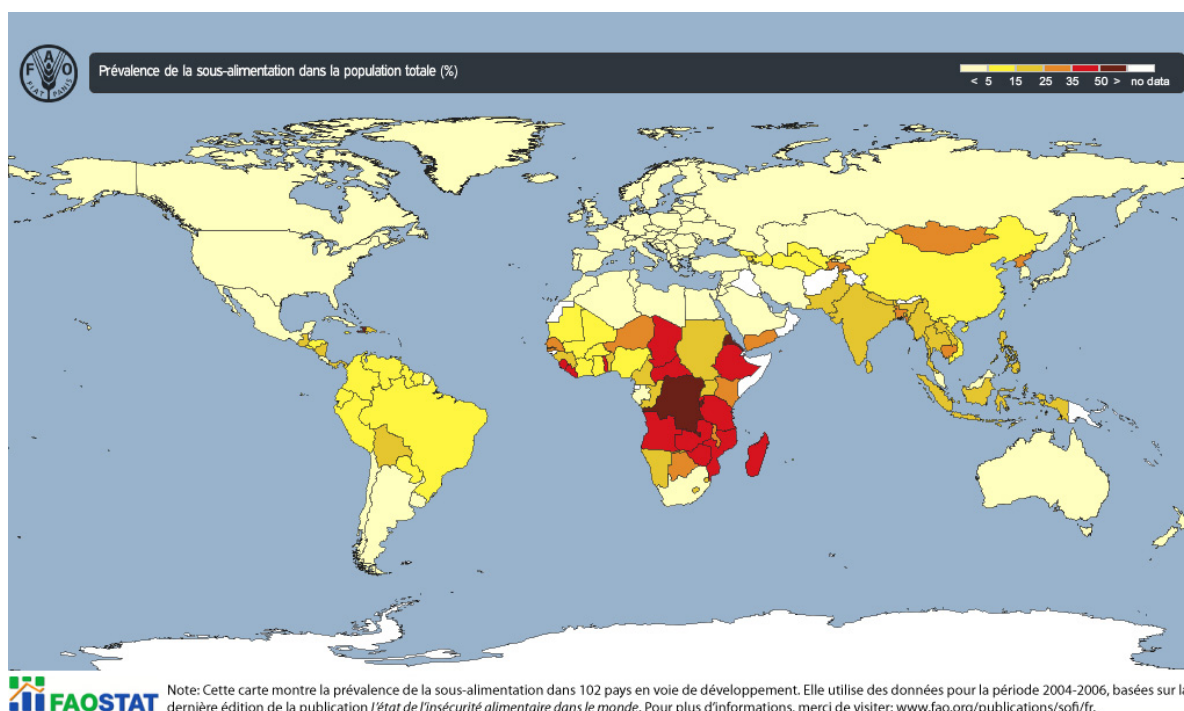
Les estimations à long terme de la FAO sur la sous-alimentation aux niveaux régional et national pour la période allant de 1990-92 à 2003-05 (à partir de la base de données principale de la FAO, FAOSTAT) confirment que les progrès accomplis étaient insuffisants pour atteindre les objectifs du sommet mondial de l'alimentation et les OMD relatifs à la réduction de la faim, même avant les effets négatifs de la flambée des prix alimentaires. Partout dans le monde, 848 millions de personnes souffraient chroniquement de la faim en 2003-05, la période la plus récente pour laquelle des données individuelles par pays sont disponibles. Ce chiffre est légèrement plus élevé que les 842 millions de personnes sous-alimentées recensées en 1990-92, période de référence pour le Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs du millénaire pour le développement.

La grande majorité de la population sous-alimentée du monde vit dans des pays en développement où se trouvaient 832 millions de personnes souffrant chroniquement de la faim en 2003-05. Sept pays rassemblent, à eux seuls, 65 pour cent de ces personnes : l'Inde, la Chine, la République démocratique du Congo, le Bangladesh, l'Indonésie, le Pakistan et l'Éthiopie. Si des progrès étaient accomplis en matière de réduction de la faim dans ces pays, où la population est nombreuse, cela aurait évidemment d'importantes répercussions sur la diminution générale de la faim dans le monde. Parmi ces pays, la Chine a enregistré des progrès significatifs au niveau de la réduction de la sous-alimentation, après des années de croissance économique rapide. C'est en Afrique sub-saharienne que la proportion de personnes qui souffrent de la faim par rapport à la population totale reste la plus élevée : une personne sur trois souffre de faim chronique. L'Amérique latine et les Caraïbes continuaient à bien progresser sur la voie de la réduction de la faim avant la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires. Cette dernière région connaît, avec l'Asie de l'Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, les niveaux les plus bas de sous-alimentation du monde en développement²⁴.

²³ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

²⁴ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

Table 3 : Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (%)²⁵



3.1.2 Les régions ACP

L'Afrique sub-saharienne

Entre le début des années 90 et 2003-05, la population de l'Afrique sub-saharienne a augmenté de 200 millions d'individus pour atteindre 700 millions d'habitants. Cette forte augmentation, conjuguée à un développement insuffisant de toute l'économie et de l'agriculture en particulier, a entravé les efforts de réduction de la faim. Pourtant, alors que le nombre total de personnes sous-alimentées dans la région s'est accru de 43 millions, passant de 169 millions à 212 millions de personnes, l'Afrique sub-saharienne est parvenue à faire quelques progrès en réduisant la proportion de personnes souffrant de faim chronique, leur chiffre passant de 34 à 30 pour cent. Cette augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne est due, en grande partie, à un seul pays, la République démocratique du Congo. Perpétuellement secoué par des conflits de grande ampleur, le pays a vu son nombre de personnes souffrant de faim chronique passer de 11 millions à 43 millions d'individus alors que la proportion de personnes sous-alimentées augmentait de 29 à 76 pour cent. Depuis 1990-92, le nombre de personnes sous-alimentées a également augmenté dans 25 autres pays de la région qui devra donc relever un défi de taille si elle veut intensifier ses efforts afin de réaliser les objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD. Il faut par ailleurs préciser que plusieurs pays qui ont réussi à réduire fortement la part de leur population sous-alimentée se situent également en Afrique subsaharienne. Il s'agit notamment du Ghana, du Congo, du Nigéria, du Mozambique et du Malawi. Le Ghana est le seul pays qui soit parvenu à atteindre les objectifs du sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des OMD. La croissance économique robuste qu'a connue le Ghana, y compris dans le secteur agricole, a contribué dans une large mesure à la réussite du pays. Grâce à des politiques qui permettent aux producteurs de réaliser de meilleurs gains et à des prix du cacao relativement élevés, le produit intérieur brut (PIB) agricole du pays a considérablement augmenté. Une récente étude de la Banque mondiale a révélé que les Ghanéens sont deux fois plus nombreux à revenir à l'agriculture qu'à la quitter. Dans les 14 pays africains qui sont sur la bonne voie pour réaliser l'objectif du millénaire pour le développement (réduction de moitié de la prévalence de la faim d'ici 2015), le

²⁵ Source : FAO, Page d'accueil de la faim, <http://www.fao.org/hunger/fr/>

secteur agricole a connu une croissance constante et relativement rapide, caractérisée par une augmentation de la valeur ajoutée agricole, de la production vivrière et de la production et du rendement des céréales. Cela contraste fortement avec la situation des 14 pays africains qui ne sont pas parvenus à réduire la prévalence de la sous-alimentation ou même l'ont vu croître depuis 1990-92. Dans ces pays, la production vivrière a fortement diminué, alors que la progression de la valeur ajoutée agricole a atteint moins du quart du taux obtenu par les pays du groupe plus avancé. Il convient également de noter que parmi ceux qui ont enregistré des succès, on compte plusieurs pays qui sont sortis de décennies de guerres civiles et de conflits, apportant la preuve évidente que la paix et la stabilité politique sont essentielles pour la réduction de la faim²⁶.

L'Amérique latine et les Caraïbes

De toutes les sous-régions, l'Amérique du Sud a obtenu les meilleurs résultats en matière de réduction de la faim avec 10 pays sur 12 qui sont sur la bonne voie pour réaliser le premier objectif du millénaire pour le développement. Forts de revenus nationaux relativement élevés, d'un solide essor économique et d'une bonne croissance de la productivité agricole, cinq pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Guyane, Pérou et Uruguay) sont parvenus à réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du millénaire. Toute fois, ailleurs dans la région, les progrès n'ont pas été aussi uniformes. Le Costa Rica, la Jamaïque et le Mexique ont rejoint Cuba sur la liste des pays qui sont parvenus à réaliser les objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD en 2003-05. D'autre part, le Salvador, le Guatemala, Haïti et le Panama éprouvent toujours des difficultés à réduire la prévalence de la faim. Alors que le pays est toujours confronté à une forte instabilité politique et économique, à la pauvreté et à la faim, Haïti a enregistré une faible diminution de la sous-alimentation depuis 1990-92. Toutefois, avec 58 pour cent de la population souffrant de faim chronique, il a l'un des niveaux de sous-alimentation les plus élevés du monde²⁷.

L'Asie et le Pacifique

À l'instar d'autres régions du monde, la région Asie et Pacifique présente autant de réussites que de revers dans la lutte contre la faim. L'Asie a enregistré des progrès modestes en ce qui concerne la réduction de la prévalence de la faim (de 20 à 16 pour cent) et une réduction modérée du nombre de personnes souffrant de la faim (de 582 millions à 542 millions de personnes). Cependant, comme la région est très peuplée et que les progrès sont relativement lents en matière de réduction de la faim, environ deux tiers des personnes souffrant de la faim vivent en Asie. Parmi les sous-régions, l'Asie du Sud et l'Asie centrale ont essuyé des revers en matière de réduction de la faim alors que certains pays très peuplés avaient au départ enregistré des progrès. Un fait positif doit être signalé: la sous-région d'Asie du Sud-Est est sur la bonne voie pour parvenir à l'objectif de réduction de la faim de l'OMD, même si le Vietnam était le seul pays de la région à avoir atteint cet objectif en 2003-05. Certains pays, comme la Thaïlande et le Vietnam ont bien progressé vers l'objectif plus ambitieux du sommet mondial de l'alimentation²⁸.

3.2 Zones sensibles et crises

L'analyse ci-dessus des tendances à long terme de la sous-alimentation met en évidence la prévalence marquée de la faim chronique dans des pays qui ont subi des crises alimentaires pendant plusieurs années consécutives. Les crises alimentaires peuvent subvenir à tout moment et partout dans le monde en raison de mauvaises conditions météorologiques, de catastrophes naturelles, de crises économiques, de conflits ou d'une combinaison de ces facteurs. Pour soutenir des mesures correctives et des interventions rapides destinées à prévenir toute détérioration de la situation de la sécurité alimentaire dans les pays touchés, le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de la FAO surveille continuellement la situation sur tous les continents et met à jour une liste de pays en crise. De

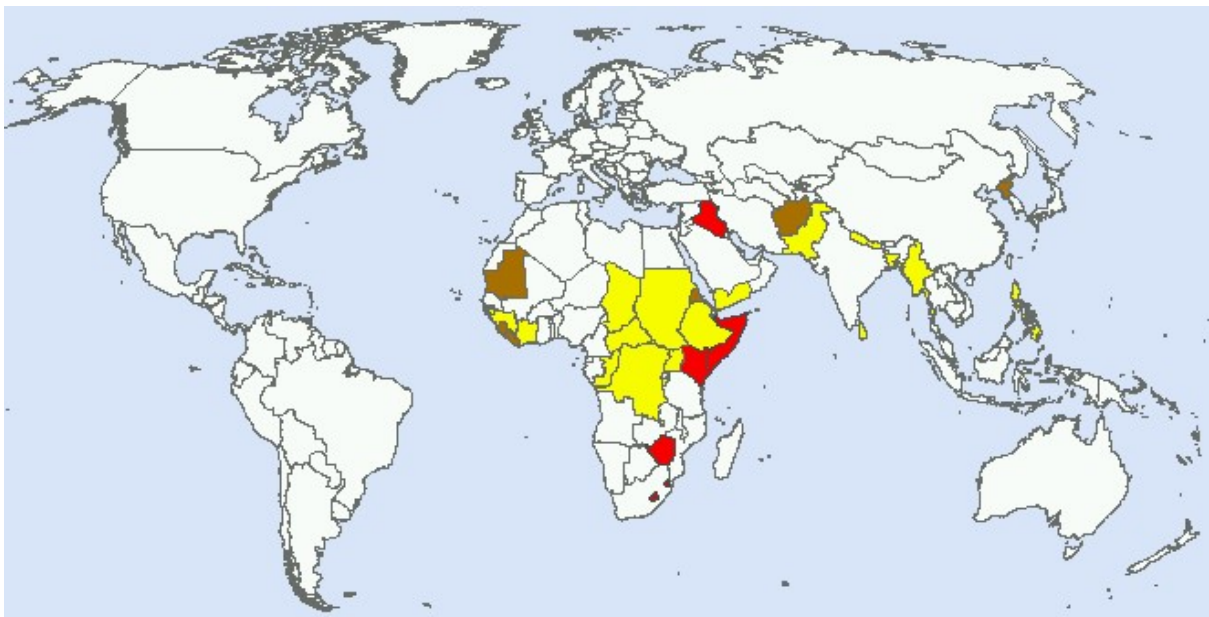
²⁶ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

²⁷ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

²⁸ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

nombreux pays repris sur la liste du SMIAR y restent longtemps ou y font de fréquentes apparitions et sont considérés comme des « zones sensibles », c'est-à-dire des régions où un nombre considérable de personnes souffrent gravement de la faim et de la malnutrition, de façon constante ou récurrente. Le tableau 3 présente une carte des pays en crise ayant besoin d'une aide extérieure

Tableau 3 - Pays nécessitant une aide extérieure d'urgence (total : 31 pays)²⁹



Légende :

	Pénurie alimentaire globale
	Manque généralisé de pouvoir d'achat
	Grave insécurité alimentaire localisée

Les pays en crise nécessitant une assistance externe devraient manquer de ressources afin de faire face aux problèmes essentiels de l'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires sont presque toujours engendrées par de multiples facteurs, mais dans une optique de planification de la réponse, il convient de déterminer si la nature des crises alimentaires est avant tout liée à une pénurie alimentaire, à un accès limité à la nourriture ou à des problèmes graves mais localisés. C'est pourquoi la liste des pays nécessitant une assistance externe est répartie en trois grandes catégories non mutuellement exclusives :

- Les pays confrontés à **pénurie alimentaire globale** résultant d'une mauvaise récolte, d'une catastrophe naturelle, de l'interruption des importations, de soucis de distribution, de pertes excessives après la récolte ou d'autres difficultés d'approvisionnement.
- Les pays avec **une manque généralisé de pouvoir d'achat**, dont la population est en majorité considérée comme incapable d'obtenir de la nourriture sur les marchés locaux à cause de revenus très faibles, de prix alimentaires exceptionnellement élevés ou de l'incapacité de circuler au sein du pays.
- Les pays présentant une **grave insécurité alimentaire localisée** due au flux de réfugiés ou à une concentration de déplacés internes ou dans des zones frappées simultanément par des récoltes médiocres et une pauvreté profonde.

Une analyse rétrospective de la nature et des causes sous-jacentes des crises passées et présentes est essentielle à l'élaboration d'interventions d'urgence et de mesures politiques adaptées aux zones de famine. Cette analyse fournit la base de l'évaluation de l'impact de la montée en flèche des prix des biens agricoles,

²⁹ Source : FAO, Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), <http://www.fao.org/giews/english/hotspots/map.htm>

de la nourriture et des carburants sur des pays déjà en crise (et sur d'autres pays extrêmement vulnérables à ces chocs de prix). Étant donné l'impact incertain de la flambée des prix des aliments et des carburants sur les pays, les ménages et les individus partout dans le monde, la distinction entre les pays déjà « en crise » et ceux « à risque » est devenue moins claire, soulevant la question du suivi et de la planification d'alertes précoces adaptées aux crises alimentaires qui se profilent³⁰.

4. Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire : les ménages pauvres sont les plus durement touchés

Les estimations de la FAO indiquent que la faim a augmenté à l'échelon mondial sous l'effet des prix élevés des aliments. Alors que les médias consacrent de nombreux reportages aux personnes, familles et communautés touchées, il apparaît important de comprendre qui, en dernière analyse, se trouve pénalisé par ces prix élevés et qui en tire parti et pourquoi. Ces connaissances permettront de mettre en œuvre des politiques et programmes au bénéfice des plus pauvres.

La FAO a examiné l'incidence des prix élevés des denrées alimentaires sur le bien-être des ménages. Les analyses empiriques présentées dans cette section montrent que, à court terme, ce sont les ménages pauvres des zones rurales et urbaines qui, en grande majorité, sont les plus affectés. Parmi eux, ceux sans terre ou ceux dirigés par des femmes sont les plus vulnérables. Les répercussions sont toutefois variables, même chez les ménages pauvres, et dépendent de plusieurs facteurs. La mesure dans laquelle les ménages produisent les aliments qu'ils consomment, plutôt que de les acheter sur le marché, est un facteur particulièrement important. On considère qu'un ménage est acheteur net d'aliments lorsque la valeur des denrées de base qu'il produit est inférieure à celle des denrées de base qu'il consomme. Les ménages pauvres sont généralement acheteurs nets d'aliments, même dans les zones rurales où l'agriculture et la production de denrées de base déterminent les principaux moyens d'existence. Selon les chiffres de la FAO portant sur neuf pays en développement, les trois quarts environ des ménages ruraux et 97 pour cent des ménages urbains sont acheteurs nets d'aliments. Les acheteurs nets d'aliments devraient être pénalisés par le renchérissement des denrées de base. L'ampleur du choc dépend en partie des régimes types. Les ménages qui consacrent une grande partie de leurs revenus à l'achat d'aliments faisant l'objet d'un commerce international (tels que l'orge, le riz et le maïs) risquent davantage de voir baisser leur bien-être global. Cette catégorie comprend la plupart des ménages urbains. L'ampleur de cette baisse dépend de la capacité du ménage à modifier ses habitudes de consommation au profit de denrées moins onéreuses, généralement non commercialisées sur les marchés internationaux, comme les racines et les tubercules. À l'inverse, les ménages qui possèdent des terres ou tirent une part de leurs revenus de la production et de la vente d'aliments de base qui font également l'objet d'un commerce international pourraient profiter de l'envolée des cours mondiaux. Toutefois, le niveau élevé du prix des carburants et des engrais devrait absorber une partie de ces gains. À moyen terme, la plupart des agriculteurs tendent à accroître la part des cultures les plus rentables, ce qui pourrait leur permettre de passer du statut d'acheteurs nets à celui de vendeurs nets. Leur capacité d'adaptation dépend de l'évolution de la structure des prix relatifs et de leur accès aux terres, aux ressources et aux services nécessaires. La FAO a simulé les répercussions à court terme qu'une hausse de 10 pour cent du prix de plusieurs aliments de base faisant l'objet d'un commerce international pourrait avoir sur les revenus de différents types de ménages, en milieu urbain et rural. Il s'est révélé impossible d'utiliser les variations de prix effectivement observées dans chaque pays. En effet, les prix en devises locales ne reflètent pas toujours fidèlement les cours mondiaux et les hausses varient au sein des pays. L'hypothèse d'une augmentation uniforme de 10 pour cent permet d'illustrer la distribution des effets entre les différents groupes de ménages et de faire des comparaisons plus pertinentes entre pays. Des simulations intégrant des augmentations plus importantes, comme on en voit beaucoup dans les pays, généreraient des effets plus marqués mais la distribution entre groupes de ménages resterait identique.

³⁰ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

En termes de pourcentage de baisse des revenus, les ménages les plus pauvres des zones urbaines et rurales apparaissent les plus affectés par la hausse des prix alimentaires. Cela est inquiétant car l'érosion de leurs revenus réels pèse sur leur capacité à subvenir à leurs besoins de base mais aussi sur leurs perspectives d'échapper à la pauvreté. Pour supporter la pression supplémentaire exercée par les prix élevés des denrées alimentaires, les ménages pauvres pourraient devoir vendre des actifs, et diminuer ainsi leurs moyens d'existence, réduire le nombre et/ou la diversité de leurs repas ou revoir à la baisse certaines dépenses non alimentaires essentielles comme la santé et l'éducation. Les ménages sont en général moins affectés dans les pays où le régime alimentaire est largement composé de denrées non commercialisées sur le plan international. Par exemple, les ménages ghanéens semblent relativement protégés des fluctuations des marchés alimentaires internationaux car leur alimentation se compose en grande partie de denrées locales telles que le manioc et le sorgho. Si leurs prix augmentaient du fait d'un accroissement de la demande, le renchérissement des aliments aurait une incidence bien plus forte. Les effets du renchérissement peuvent varier sensiblement entre les pays où les habitudes alimentaires sont semblables mais non la distribution des terres et les niveaux de productivité. L'accès aux principaux biens de production, la terre en particulier, influence la mesure dans laquelle les ménages, même à niveau de revenus similaire, sont touchés par la flambée des aliments ou en tirent parti. Dans l'ensemble, ce sont les ménages sans terre qui sont le plus durement affectés par le phénomène. Les propriétaires fonciers, en particulier les plus riches, sont bien placés pour tirer parti de la hausse des aliments de base faisant l'objet d'un commerce international. Les stratégies de subsistance des ménages sont un autre facteur essentiel déterminant l'incidence du renchérissement des denrées sur le bien-être des ménages. Les ménages agricoles (ceux qui tirent de l'agriculture plus de 75 pour cent de leurs revenus) devraient profiter de la hausse, ou moins en souffrir, selon l'importance de leur production d'aliments de base. Plus surprenant peut-être, les ménages agricoles les plus aisés n'en profitent pas toujours car ils cultivent parfois d'autres produits qui ne se renchérissent pas nécessairement, comme les cultures à forte valeur ou non alimentaires (par exemple le tabac au Malawi) ou pratiquent l'élevage.

L'incidence sur le bien-être d'une hausse de 10 pour cent du prix des denrées de base varie également selon le sexe. Parmi les ménages urbains (pour l'essentiel acheteurs nets d'aliments), ceux dirigés par des femmes enregistrent, en proportion, un recul de leur bien-être supérieur à ceux dirigés par des hommes. Les ménages dirigés par des femmes y représentent une part plus importante des groupes de revenus les plus aisés. Chez les ménages ruraux, cette catégorie enregistre un recul du bien-être beaucoup plus marqué dans tous les pays. Au plan national, les ménages dirigés par des femmes sont dans l'ensemble plus vulnérables aux chocs découlant de la flambée des prix alimentaires. Il existe à cela deux raisons. Tout d'abord, ils tendent à dépenser, pour se nourrir, une part plus importante de leur budget que ceux dirigés par des hommes ; par conséquent, ils sont davantage touchés par la hausse des prix des denrées. Deuxièmement, ils font face à divers obstacles qui pèsent sur la capacité des femmes à produire davantage d'aliments et donc à profiter de la flambée des prix, au premier chef les différences d'accès aux intrants et aux services, en particulier à la terre et au crédit³¹.

4.1 Les conséquences nutritionnelles

À court terme, les ménages ont un choix restreint ou même nul quant aux moyens de s'adapter au niveau élevé des prix alimentaires, ce qui les amène souvent à réduire leur régime alimentaire quotidien. À moyen et long terme cependant, ils peuvent utiliser différentes stratégies pour faire face à la baisse de pouvoir d'achat imputable au renchérissement des aliments. Selon l'ampleur, la fréquence et la durée des hausses, les stratégies d'adaptation des ménages peuvent être alimentaires, non alimentaires ou mixtes. Dans les pays où prévaut un régime diversifié, ils réagiront à une montée en flèche soudaine des prix alimentaires en réduisant d'abord le nombre d'aliments consommés dans les différents groupes, sans modifier leur consommation globale d'aliments de base.

Le prix élevé des produits faisant l'objet d'un commerce international, tels que les céréales de base et les huiles végétales, devrait accroître la prévalence de la malnutrition chez les ménages urbains et ruraux, en

³¹ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

particulier dans les pays où les régimes sont déjà peu diversifiés³². Les liens entre des prix alimentaires élevés et la nutrition sont complexes et dépendent du contexte, notamment de la distribution géographique des hausses, du nombre de produits concernés dans le pays et des choix des ménages influant sur les pratiques alimentaires, sanitaires et de soins. Lorsqu'on analyse l'incidence sur la nutrition du comportement adopté par les ménages et les individus du fait du prix élevé des aliments, on classe généralement les stratégies d'adaptation en deux catégories : alimentaires ou non alimentaires. Parmi les stratégies alimentaires, un fléchissement soudain du pouvoir d'achat peut, par exemple, amener les populations à modifier la quantité et la qualité des aliments consommés et/ou à en réduire la diversité. Ainsi, une hausse du riz importé en Afrique de l'Ouest pourrait contraindre les ménages à basculer vers un riz national moins onéreux ou d'autres féculents tels que le sorgho ou le mil.

Les ménages à faible revenu qui n'ont guère la possibilité de réduire la diversité de leurs régimes alimentaires réagiront simplement en diminuant le nombre de repas quotidiens et leurs dépenses non alimentaires. Parmi les stratégies d'adaptation non alimentaires figure la réduction des dépenses de santé et d'éducation ainsi que la recherche d'autres sources de revenus visant à compenser la perte de pouvoir d'achat. Il est important de noter que l'ampleur des répercussions sur les ménages et les personnes dépend largement de leur comportement de consommation et de leurs revenus avant le choc de prix³³.

Des incidences variables sur la nutrition : Au plan national, plus le revenu par habitant est important, plus la part allouée à l'alimentation se réduit. En moyenne, elle va d'environ 60 pour cent dans les pays les plus pauvres à 15 pour cent ou moins dans ceux à revenu élevé. Les ménages des pays à faible revenu tirent généralement des céréales une part plus importante de leur apport énergétique total. Par conséquent, le renchérissement des aliments, en particulier des céréales, aura un impact plus marqué dans les pays à faible revenu. Cet effet est amplifié dans ceux où une large part de la population est déjà sous-alimentée et où les régimes des pauvres sont moins diversifiés. Les ménages doivent alors réduire le nombre de repas et/ou leurs portions, d'où un recul de l'apport énergétique et une progression de la sous-alimentation. Dans les pays aux régimes plus diversifiés, le principal problème nutritionnel associé au choc de prix est l'augmentation du risque de carences en micro- nutriments essentiels tels le fer et la vitamine A, les ménages étant contraints de consommer moins d'aliments³⁴.

Diversité alimentaire et nutrition : Les bilans alimentaires nationaux témoignent de la forte influence que les revenus exercent sur les choix alimentaires. La part de l'apport calorique issu d'aliments d'origine animale, des huiles végétales, du sucre, des fruits et des légumes augmente avec le revenu par habitant, alors que celle des racines, des tubercules et des légumes secs se réduit. Par conséquent, les régimes alimentaires des pays à faible revenu sont généralement riches en céréales, en racines et en tubercules, alors que les pauvres consomment moins de viande, de produits laitiers, d'huile ainsi que de fruits et légumes. Ces aliments sont généralement plus chers mais ce sont aussi ceux où la concentration de nombreux nutriments est la plus élevée. Les produits carnés et laitiers sont riches en protéines et micronutriments de grande qualité comme le fer, le zinc et la vitamine A. Les fruits et légumes contiennent des précurseurs de la vitamine A. Les huiles sont riches en énergie alimentaire. Ainsi, les pauvres des pays en développement souffrent généralement de façon disproportionnée de la malnutrition car une alimentation diversifiée et bien équilibrée leur est trop onéreuse.

La première réaction des ménages face aux prix élevés des aliments est d'acheter moins de denrées ou de basculer vers des produits moins chers. Malgré le renchérissement du riz à l'importation après la

³² En tant que domaine de savoir scientifique, la **nutrition** s'intéresse à l'apport d'aliments et à leur utilisation par le corps car celui-ci a besoin de nutriments pour assurer sa croissance, son développement, sa santé et le bien-être général de la personne. Sur la même base, la **sous-nutrition** est une manifestation physique de faim résultant d'un apport insuffisant de macro et de micronutriments ou maladie, caractérisée par un dépérissement, une atrophie ou d'autres signes cliniques. Ces déficiences entravent des processus physiques tels que la croissance, la grossesse, l'allaitement, le travail physique, les fonctions cognitives, la résistance aux maladies et la guérison. La sous-nutrition peut être mesurée comme le rapport poids/âge (poids insuffisant), taille/âge (atrophie) et taille/poids (dépérissement).

³³ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

³⁴ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

dévaluation du franc CFA en 1994, de nombreux ménages urbains de Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal ont continué d'en consommer dans les mêmes quantités. La charge pesant sur les budgets alimentaires a amené les ménages les plus pauvres de ces régions à réduire la diversité de leurs régimes. Ainsi, à Dakar (Sénégal) et Brazzaville (Congo), la part des graisses et des légumes dans l'alimentation a encore diminué. Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés aux effets nutritionnels dus aux prix élevés des aliments et, contraints à des régimes moins diversifiés, ils sont également plus susceptibles de souffrir de carences en micro nutriments³⁵.

Incidence sur la dénutrition : On a vu que la hausse des denrées de base peut se traduire par une augmentation de la sous-alimentation (du fait de la baisse de l'apport énergétique alimentaire). On peut raisonnablement en conclure que la dénutrition des enfants croît parallèlement à la sous-alimentation. Les niveaux de dénutrition sont particulièrement aigus lorsque la sous-alimentation touche plus de 10 pour cent de la population. La dénutrition devrait donc progresser chez les enfants de moins de cinq ans, en particulier si les prix demeurent élevés et si des mesures préventives ne sont pas adoptées³⁶.

4.2 Stratégies d'adaptation non alimentaires

Une fois examinées les répercussions à court terme de l'envolée des prix alimentaires sur la sous-alimentation, il convient d'apprécier ses effets négatifs à long terme sur les niveaux nutritionnels et leurs conséquences lorsque les ménages cherchent à s'adapter en réduisant leurs dépenses non alimentaires et/ou en augmentant leurs revenus. La réduction des dépenses d'éducation, souvent déjà faibles chez les pauvres, et de **santé** se traduit par une détérioration de l'état sanitaire et par un recul de la **scolarisation**, ce qui compromet les futures activités rémunératrices des enfants et leurs perspectives générales de développement.

Les ménages pourraient dans certains cas rechercher de nouvelles activités rémunératrices. Les mères de jeunes enfants auraient donc moins de temps à leur consacrer, d'où des répercussions sur leur santé et leur nutrition. Par ailleurs, la maladie et la malnutrition sont étroitement liées. En effet, la malnutrition augmente la probabilité d'observer différents types d'infections dues à une réduction de l'utilisation par le corps de certains nutriments essentiels. Les activités sanitaires courantes, telles que le suivi de la croissance des enfants et les vaccinations, ont reculé après la dévaluation du franc CFA en 1994 à Brazzaville, en partie car les mères avaient moins la capacité ou la volonté d'emmener leurs enfants aux centres sanitaires. La prévalence des retards de croissance et du dépérissement a progressé et la qualité nutritionnelle des aliments complémentaires pour enfants a reculé. La hausse du taux d'activité des femmes pourrait provoquer un recul, ou une baisse de la qualité, des soins apportés aux enfants à la maison. Ce phénomène est susceptible de perturber l'allaitement, la préparation des aliments à domicile et les pratiques sanitaires. Il peut aussi empêcher les mères de solliciter une aide médicale lorsque les enfants sont malades. En outre, les enfants plus âgés pourraient être contraints de s'occuper des plus jeunes à la place des mères, alors qu'ils sont moins aptes à le faire. Il est aussi possible que l'augmentation du travail des enfants, que ce soit à la maison ou à l'extérieur, affecte leur nutrition et leur éducation³⁷.

5. Quantifier les incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire

L'impact de la crise économique sur les pauvres et les personnes en situation d'insécurité alimentaire sera probablement important, en raison en particulier de l'incidence négative de la flambée des prix alimentaires et des prix des carburants déjà subie par les tranches les plus vulnérables de la population en 2006-08. La difficulté accrue de l'environnement économique mondial a une grande influence sur la sécurité alimentaire

³⁵ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

³⁶ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

³⁷ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

nationale dans une partie des pays plus pauvres, dont la plupart sont devenus plus dépendants des importations de céréales au cours de la dernière décennie. Cette dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires a été accentuée par les politiques de libéralisation des échanges et par l'amélioration du système mondial de transport. L'accroissement de la dépendance à l'égard des importations de céréales a contribué à conserver des prix plus abordables pour les consommateurs, mais le manque de croissance agricole nationale qui a fait augmenter les importations a exposé de nombreux pays à la volatilité des marchés internationaux. Les denrées alimentaires importées, y compris les produits de base comme les céréales et les huiles végétales, constituent désormais un élément important du régime alimentaire dans la plupart des pays. De 1970 à 2003, la dépendance vis-à-vis des importations a davantage augmenté dans les pays les moins avancés que dans les groupes de pays à plus hauts revenus. En 2003, la dépendance des pays les moins développés par rapport aux importations a été de 17 pour cent pour la consommation de céréales (contre 8 pour cent en 1970), 45 pour cent pour le sucre et les édulcorants (18 pour cent en 1970) et 55 pour cent pour les huiles végétales (9 pour cent en 1970). À l'échelon national individuel, la situation est très variable. Les importations représentaient par exemple plus de la moitié des approvisionnements en céréales dans 11 pays de l'Afrique subsaharienne (l'Angola, le Cap-Vert, l'Érythrée, la Gambie, le Lesotho, le Libéria, la Mauritanie, le Sénégal, la Somalie, le Swaziland et le Zimbabwe) en 2005-06. Dans sept autres pays (le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée Bissau, le Mozambique et la République démocratique du Congo), la proportion se situait entre 30 et 50 pour cent³⁸.

La crise économique et financière va aggraver l'insécurité alimentaire en 2009

En dépit de baisses des prix internationaux des denrées alimentaires à la fin de 2008, une détérioration du pouvoir d'achat et une plus grande insécurité alimentaire sont attendues pour 2009. Sur la base des tendances historiques de la production des 70 pays étudiés dans le modèle du service des recherches économiques de l'USDA, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire augmentera d'au moins 2 pour cent, ce qui rejoint les données de la FAO montrant que la sous-alimentation augmentait avant même la survenue des crises. La crise économique aggravera sensiblement ce problème. Pour les pays qui dépendent des importations de produits alimentaires, et en l'absence de grands déficits dans la production nationale, deux des principaux déterminants de la capacité d'importation de produits alimentaires sont les recettes d'exportation et les entrées de capitaux (IED, transferts de fonds et aide étrangère). Une diminution des exportations ou des entrées de capitaux engendre le plus souvent une réduction des importations, notamment celles de produits alimentaires (à moins que le pays ne puisse emprunter sur le marché international, ce qui est impossible pour beaucoup de pays pauvres). En conséquence, même si les disponibilités alimentaires mondiales totales restent inchangées, l'accès des pays pauvres à cette nourriture diminuera, ce qui compromettra leur sécurité alimentaire³⁹.

Quels seront les groupes les plus touchés par la crise économique?

La crise économique affectera négativement de larges tranches de la population dans les pays en développement. La situation de ceux qui sont les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires (les ruraux sans terre, les ménages dirigés par des femmes et les urbains pauvres) est particulièrement précaire parce qu'ils ont déjà approché, ou bien souvent atteint, pendant la crise alimentaire leur limite à faire face à leurs difficultés. Parmi ces groupes, les urbains pauvres connaissent peut-être les problèmes les plus graves, car la baisse de la demande d'exportation et la réduction des IED ont plus de chances de faire reculer l'emploi dans les zones urbaines, plus étroitement connectées aux marchés mondiaux que les zones rurales. Les zones rurales ne seront cependant pas épargnées – les suppressions d'emploi ont entraîné une migration de retour de la ville vers les campagnes, obligeant les ruraux pauvres à partager dans bien des cas le poids de la crise. Dans certains pays, la baisse du prix pour certaines cultures alourdira encore le fardeau. En conséquence, en dépit de la diminution récente du prix des denrées alimentaires, les zones urbaines et rurales ont vu leurs diverses sources de revenus baisser, y

³⁸ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

³⁹ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

compris les envois de fonds, ce qui a réduit le pouvoir d'achat global des pauvres et des victimes de l'insécurité alimentaire⁴⁰.

Les pays connaissant des déficits prononcés de la balance des paiements courants, des crises récurrentes et de grands chocs des prix alimentaires sont les plus vulnérables

Le degré selon lequel les pays sont touchés par les crises économiques qui ont démarré ailleurs dépend de l'ampleur de leur intégration dans les marchés internationaux de biens et de services, y compris les produits financiers. Les pays connaissant de forts déficits de la balance des paiements courants (le déficit survient quand le total des importations de biens, de services et de transferts d'un pays est plus important que le total de ses exportations de biens, de services et de transferts) et dont les réserves en devises sont limitées (dépôts et obligations en devises détenus par les banques centrales et les autorités monétaires) sont particulièrement exposés, car ces déficits sont financés par des entrées de capitaux privés ou publics, comme les IED, les transferts de fonds et l'aide et l'emprunt étrangers. Mais ces influx financiers peuvent cesser brutalement: les 17 plus grandes économies d'Amérique latine ont reçu 184 milliards d'USD en 2007, montant qui a été à peu près réduit de moitié pour tomber à 89 milliards d'USD en 2008 et devrait encore être divisé par deux pour s'élever à 43 milliards d'USD en 2009. La réduction des entrées de capitaux signifie que la consommation doit être réduite. Pour certains pays à faibles revenus et à déficit vivrier (PFRDV), l'ajustement de la consommation peut avoir pour corollaire la réduction d'importations alimentaires tout à fait nécessaires et d'autres articles de confort importés comme le matériel de soins corporels ou les médicaments. Les pays qui ont traversé d'autres crises au cours des dernières années sont particulièrement vulnérables par rapport à la crise actuelle parce que les crises nationales et régionales soumettent à rude épreuve les systèmes d'ajustement et entraînent souvent des déséquilibres macroéconomiques. Le système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), qui détermine chaque année les points chauds et les cas d'urgence, a identifié 16 pays qui ont traversé des crises d'origine anthropique, des crises d'origine naturelle ou les deux au moins une fois au cours de chacune des 10 dernières années. La quasi-totalité de ces pays a été classée par le Fonds monétaire international (FMI) comme très vulnérable à la crise actuelle (seul l'Ouganda a été considéré comme présentant de faibles risques). En fait, ces pays constituaient une large proportion des 26 pays identifiés comme très vulnérables par le FMI.

Étant donné que de nombreux pays à bas revenus sont aussi des importateurs nets de denrées alimentaires, un grand nombre de personnes dans ces pays étaient vulnérables aux hausses des prix nationaux des denrées alimentaires subies durant la crise alimentaire mondiale. Cependant, l'ampleur de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base dans les pays à bas revenus – et la baisse qui a suivi à la fin de 2008 – n'a été entièrement comprise que récemment. La base de données sur les prix nationaux des denrées alimentaires établie par la FAO montre que d'une année à l'autre (par exemple entre janvier 2007 et le même mois de l'année précédente), les augmentations de prix, même en tenant compte de l'inflation générale, ont dépassé les 48 pour cent pour la moitié des presque 127 cas étudiés pour les prix nationaux des céréales et des haricots dans les pays en développement. Même si, dans la plupart des pays, les prix nationaux ont un peu baissé au cours du deuxième semestre de 2008, dans la grande majorité des cas et dans toutes les régions du monde, leur recul n'a pas été aussi prononcé que celui des prix internationaux des produits de base. À la fin de l'année 2008, les prix nationaux des aliments de base restaient supérieurs de 17 pour cent en termes réels à ce qu'ils étaient deux ans auparavant, et cela valait pour tout un éventail de denrées majeures⁴¹.

6. Faire face aux risques liés à la sécurité alimentaire : la nécessité d'une approche intégrée

L'environnement actuel de plus en plus risqué coexiste avec de nouvelles opportunités permettant de rendre les mécanismes de gestion des risques plus abordables et accessibles.

⁴⁰ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

⁴¹ FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements, <http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

Des technologies de l'information et de la communication novatrices permettent par exemple de réduire les coûts de livraison et le paiement de primes et d'étendre la portée des mécanismes de gestion des risques et des services publics et privés liés. La profondeur de l'impact des risques liés à la sécurité alimentaire est imprévisible pour les pauvres et les pays à faibles revenus. Toutefois, l'avenir pourrait être plus radieux si des politiques et les stratégies de gestion appropriées étaient mises en place afin d'atténuer complètement chaque type de risque. Les politiques, les institutions et les technologies ont des rôles importants à jouer afin de limiter la gravité et la probabilité des risques liés à la sécurité alimentaire. Les risques mondiaux doivent être envisagés dans le cadre d'une action mondiale coordonnée et les risques nationaux, principalement via une action politique au niveau national. Les effets des restrictions commerciales ne sont pas seulement locaux mais également mondiaux, comme le montre la crise alimentaire. Les actions à l'échelle des pays, en particulier pauvres, ont une efficacité très limitée face aux risques mondiaux liés à la sécurité alimentaire et peuvent générer des distorsions pouvant coûter très cher. Le renforcement de la sécurité alimentaire appelle à des actions spécifiques dans un contexte d'inclusion et de politiques économiques solides. Dans les pays à faibles revenus, une attention particulière doit être apportée aux politiques agricoles de stimulation de la croissance⁴².

Les politiques existantes doivent impérativement être remaniées et des options sous-utilisées et neuves doivent être explorées afin de faire face efficacement aux risques émergents. La consultation politique mondiale de l'IFPRI de 2006-2008 sur les populations pauvres et souffrant de la faim a identifié plusieurs stratégies émergentes de réduction de la pauvreté et de la faim : la focalisation sur une croissance inclusive, l'amélioration de l'accès aux actifs et aux marchés, l'intégration plus rapide et complète de la protection sociale, l'accélération de l'investissement dans des programmes de santé et de nutrition, en particulier pour les enfants et les femmes, et l'inclusion des exclus.

Une approche complète afin de soutenir les pauvres dans la gestion des risques grandissants liés à la sécurité alimentaire inclut :

1. l'intensification de la productivité,
2. des opportunités de marché et commerciales,
3. des opportunités d'assurance et
4. des opportunités de protection sociale.

Intensification de la productivité – Des mécanismes d'intensification de la productivité sont nécessaires afin de réduire les risques liés à la production et aux marchés agricoles, ainsi qu'à la nutrition et à la santé. La recherche et le développement (R&D) agricoles, les infrastructures rurales, les institutions rurales et le suivi et le partage de l'information devraient bénéficier d'investissements plus importants. Un redoublement des investissements dans la recherche agricole publique, d'environ 5 milliards USD en 2008 à 10 milliards en 2013, réduirait de manière significative le risque de pauvreté et de famine. Si ces investissements en R&D étaient concentrés dans les régions les plus pauvres du monde – l'Afrique sub-saharienne et l'Asie du Sud – 282 millions de personnes sortiraient de la pauvreté d'ici 2020 grâce à l'effet sur les revenus et la consommation⁴³. Le CGIAR devra jouer un rôle central dans cet effort mondial. Les investissements dans des technologies novatrices à fort impact telles que les biotechnologies, les nanotechnologies et les TIC, devraient être renforcés. Les TIC peuvent par exemple potentiellement renforcer la productivité le long de la chaîne alimentaire et créer des externalités positives significatives. L'expansion des infrastructures de TIC pourrait bénéficier aux ménages ruraux pauvres via des économies d'échelle plus importantes, une réduction des obstacles physiques et une prise de décision informée.

Le développement de solutions novatrices donnant aux petits agriculteurs pauvres l'accès à des technologies adaptées à leurs besoins revêt une importance de plus en plus grande. Un élément central des stratégies de réduction des risques concernées est le renforcement de la résistance des cultures alimentaires à la sécheresse et aux risques liés aux changements climatiques tels que le stress dû à la chaleur. Bien qu'une série de facteurs influent sur les progrès de la lutte contre la faim, ces pays à faibles

⁴² IFPRI, « The poorest and hungry : Assessments, analyses, and actions », 2009 (uniquement en anglais), <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc63.pdf>

⁴³ IFPRI, « International agricultural research for food security, poverty reduction, and the environment : What to expect from scaling up CGIAR investments and "best bet" programs », 2009 <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc58.pdf>

revenus dont la croissance agricole s'est renforcée sont également parvenus à réduire significativement la famine, comme le montre l'index mondial de la faim (GHI – *Global Hunger Index*)⁴⁴.

- Parmi les 20 pays à faibles revenus dont le secteur agricole a connu la croissance la plus rapide entre 1990 et 2006, 11 font également partie des 20 pays dont l'index a le plus chuté.

- Une simple analyse par régression, à revenu par tête constant, indique une chute de 1,9 point de l'index pour chaque point de pourcentage de croissance agricole sur un échantillon de 35 pays à faibles revenus. Ainsi, en Éthiopie ou au Bangladesh (dont l'index a chuté de 13 et 11 points respectivement entre 1990 et 2006, et dont la croissance agricole annuelle moyenne a atteint respectivement 4 et 3,5 pourcent), le rôle de la croissance agricole a été plutôt élevé dans la réduction de cet index.

- Cependant, ces mêmes statistiques pour un échantillon plus important de 65 pays en développement montrent que l'influence de la croissance agricole sur la lutte contre la faim est moins importante dans l'économie (une réduction de 1,1 point seulement comparé à 1,9 point d'index pour chaque point de pourcentage en croissance agricole). Il convient également de mentionner que les pays à faibles revenus ont fait des progrès plus importants dans la réduction de la faim en termes absolus que les pays à revenus moyens inférieurs et moyens supérieurs. Cette évaluation de l'évolution de la faim et de la croissance agricole révèle que des politiques agricoles solides promouvant la croissance peuvent grandement aider à assurer la sécurité alimentaire des pays à faibles revenus. L'absence de telles politiques crée un risque pour les pauvres. Il n'est donc pas surprenant que l'index mondial de la faim de pays tels que le Burundi, dont la croissance agricole a diminué de 1 pour cent en moyenne entre 1990 et 2006 et le Zimbabwe, où la croissance a augmenté de moins de 1 pour cent et a été négative à la fin de la période considérée, a augmenté de 7 et de 2 points respectivement. Puisque le changement climatique dans les pays en développement entraîne les rendements des principales cultures à la baisse, les actions visant à renforcer la productivité agricole devront être encore plus complètes à l'avenir afin de renforcer la sécurité alimentaire. Comme le soulignent certains auteurs, le changement climatique engendrera d'autres augmentations de prix pour les principales cultures agricoles : le riz, le blé, le maïs et le soja. L'accroissement des prix des aliments pour animaux entraînera les prix de la viande à la hausse. Non seulement la disponibilité calorique sera plus faible en 2050 que dans un scénario sans changement climatique, mais elle atteindra en outre des niveaux inférieurs à ceux de 2000 dans le monde en développement et la malnutrition infantile augmentera de 20 pour cent par rapport à une situation sans changement climatique. Cette étude suggère que des investissements de 7,1 à 7,3 milliards USD dans la productivité agricole sont nécessaires afin d'augmenter suffisamment la consommation calorique pour compenser les impacts négatifs du changement climatique sur la santé et le bien-être des enfants.

Opportunités de marché et de commerce – Afin de réduire la volatilité extrême du marché, deux actions collectives sont nécessaires au niveau mondial. Tout d'abord, une réserve alimentaire physique de petite taille et indépendante devrait être réservée aux réponses d'urgence et à l'assistance humanitaire. Ensuite, une réserve alimentaire virtuelle coordonnée et un mécanisme d'intervention devraient être créés afin de permettre d'éviter les pics de prix. L'organisation de la réserve virtuelle comprendrait une commission technique de haut niveau en charge de la libération des réserves et de l'intervention sur les marchés futurs. Elle inclurait également une unité mondiale d'information permettant de signaler les flambées de prix. Au niveau national, les échanges de biens permettent aux petits exploitants de gérer les risques en fonction du marché et de stimuler la production et la croissance. Les échanges de biens pourraient grandement impliquer les petits agriculteurs dans l'économie de marché via l'information de marché, la transparence de l'évaluation des produits et des prix d'équilibre et la promotion de l'autorégulation. Des systèmes de certificats d'entrepôt pourraient également réduire l'incertitude sur le marché et améliorer l'efficacité en diminuant la volatilité de l'offre agricole et des prix et le volume des pertes de stock. Afin d'être efficaces, ces certificats d'entrepôt doivent être intégrés dans un système juridique et institutionnel solide.

Les opportunités d'assurance – Afin d'étendre l'assurance aux ménages à faibles revenus, de nouveaux produits (tels que des assurances météorologiques basées sur un index) doivent être élaborés et de

⁴⁴ L'index mondial de la faim est une mesure combinant trois éléments égaux : (1) la proportion de sous-alimentés en pourcentage de la population, (2) la prévalence des personnes au poids insuffisant chez les enfants en dessous de cinq ans, et (3) le taux de mortalité chez les enfants âgés de moins de cinq ans. Pour l'index le plus récent, voir: IFPRI et al., '*Global Hunger Index 2009*',

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi09.pdf>

nouveaux canaux (tels que les organisations non gouvernementales, les réseaux communautaires de soutien et les institutions de micro-finance) devraient être développés. Ces nouveaux produits devraient être soutenus par des investissements substantiels dans l'information et les technologies, notamment les technologies de télédétection, l'analyse satellite en temps réel par traitement informatique et des bases de données d'information géographique. Les interventions d'assurance destinées aux pauvres devraient s'appuyer sur des capacités traditionnelles existantes de gestion des risques. Une réglementation digne de ce nom en matière d'assurance devrait garantir que les pauvres sont concernés. En Inde par exemple, un décret gouvernemental enjoint les compagnies d'assurance d'augmenter leur couverture dans les zones rurales. Pour les populations plus pauvres qui ne peuvent se permettre une assurance, cette réglementation gouvernementale peut se révéler insuffisante. Des subventions intelligentes sont nécessaires afin de faire de l'assurance une option viable de gestion des risques. Ces subventions devraient dès le départ impliquer le secteur privé et faciliter une transition vers des accords basés sur le marché. Dans le même temps, les capacités nationales et internationales de réponse d'urgence demeurent essentielles pour la sécurité alimentaire et deviendront indispensables. Leurs fonctions, leur portée et leur échelle changeront cependant dans le contexte d'une approche complète telle que définie ici.

Opportunités de protection sociale – Avec les crises alimentaire et financière, un réexamen du rôle de la protection sociale s'impose, en particulier dans la prévention des risques de famine et la protection des plus vulnérables. La protection sociale est essentielle à la réduction de la vulnérabilité des pauvres aux risques, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et de la faim, via l'accès à des revenus et des ressources complémentaires, de même qu'à l'emploi, aux soins de santé et à une bonne alimentation. La protection sociale promeut également la croissance économique en créant des actifs individuels, familiaux et communautaires, en protégeant ces biens des chocs, en renforçant l'utilisation efficace des ressources, en facilitant la réforme structurelle de l'économie et en réduisant les inégalités.

L'assurance à destination des pauvres peut elle aussi fournir une protection sociale en améliorant la santé et en protégeant les revenus et les actifs. Une assurance efficace parvient à atteindre des ménages et des individus en situation d'exclusion, à réduire les coûts de transaction et à répondre aux besoins des bénéficiaires concernés. En atténuant la consommation en période de chocs économiques, la protection sociale permet d'augmenter les revenus futurs et d'accéder à la nourriture. Des actions de protection, telles que des transferts d'argent liquide soumis à condition, des systèmes de pension et des programmes d'emploi sont nécessaires afin d'atténuer les risques à court terme. Des interventions sanitaires et nutritionnelles préventives s'imposent également afin d'éviter des conséquences négatives à long terme. Une bonne nutrition étant essentielle au développement physique et cognitif des enfants, ainsi qu'à leur productivité et à leurs revenus d'adultes, 26 actions de nutrition destinées à la petite enfance et programmes d'alimentation scolaire avec des répercussions positives pour les ménages devraient être renforcés et étendus afin d'assurer une couverture universelle. L'expansion de la protection sociale devrait s'appuyer sur les institutions existantes et s'assurer un soutien large du monde politique et des parties prenantes. Afin de garantir la durabilité financière et l'efficacité des programmes, l'assiette fiscale nationale devrait être élargie, les informations sur la nature précise des problèmes nutritionnels devraient être améliorées et des incitants dignes de ce nom devraient être mis en place à destination des bénéficiaires et des administrateurs de programmes. Un ciblage efficace est également essentiel afin de garantir la rentabilité et d'atteindre les bénéficiaires ciblés. Dans les États en situation d'échec, cependant, les capacités financières et administratives sont insuffisantes pour mettre en œuvre des systèmes d'assurance et de protection sociale, laissant les pauvres sans aucune forme de protection étatique en période de crises sévères. Il faut absolument renforcer les capacités et les pratiques de gouvernance de ces pays⁴⁵.

Quelles mesures concrètes doivent-elles être prises en vue de marchés alimentaires mondiaux et locaux durables ?

Les options politiques en faveur de la sécurité alimentaire nécessitent des approches multiples. Des stratégies de protection sociale devraient être conçues afin d'atténuer le choc actuel pour les plus vulnérables, de jeter les bases d'une relance durable et d'éviter à l'avenir les impacts négatifs. Un facteur

⁴⁵ IFPRI, « Food-Security Risks Must Be Comprehensively Addressed ». Rapport annuel 2008–2009 (uniquement en anglais), <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ar08e.pdf>

important de la lutte contre la faim dans le monde est la réduction de l'inégalité des genres, étant démontré que plus l'alphabétisation et l'accès des femmes à l'éducation sont faibles, plus la faim est grande. On pourrait également envisager la constitution de réserves alimentaires et d'une réserve céréalière mondiale minimale, le développement de cultures à valeur élevée et sous-utilisées, le renforcement des marchés locaux et l'amélioration de la sécurité et de la qualité alimentaires. Les chocs de prix et les événements météorologiques extrêmes appellent à un système mondial de surveillance et d'intervention afin de prédire efficacement les pénuries alimentaires majeures. Étant donné le lien étroit entre production locale et insécurité alimentaire, des investissements dans le secteur et la recherche agricole augmentant la disponibilité de nourriture et renforçant la flexibilité du système de production alimentaire auront un impact positif immédiat sur les régions en situation d'insécurité alimentaire (les montants dépensés en recherche et en développement agricoles ont connu un déclin sévère de plus de 50 % ces dix dernières années). Les approches commerciales bénéficiant aux pays en développement comprennent notamment la levée des obstacles pour les produits pour lesquels ces pays ont un avantage comparatif ; la réduction des tarifs pour les marchandises transformées; un accès préférentiel plus large aux marchés pour les pays moins développés; et une flexibilité permettant aux pays en développement de désigner des «produits spéciaux» essentiels à la sécurité alimentaire, à la subsistance et au développement⁴⁶.

7. Action internationale et responsabilités dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire

La flambée des prix alimentaires a soulevé l'inquiétude mondiale sur les menaces à la sécurité alimentaire mondiale, en particulier pour les millions d'individus plus vulnérables dans le monde. Il a été reconnu qu'une crise de cette nature et de cette ampleur nécessite une réponse mondiale urgente, complète, cohérente et coordonnée, afin de produire des résultats significatifs le plus rapidement possible.

La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire

La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire renvoie à un mécanisme capable de faciliter les débats, le rapprochement des positions et la coordination des actions engagées dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire au niveau mondial mais aussi régional et local. Ce concept a été énoncé pour la première fois au début de 20ème siècle, lorsque la Ligue des nations a reconnu la nécessité d'établir un dispositif multilatéral pour traiter de la sécurité alimentaire mondiale. Il faut ensuite attendre la création des Nations unies et de la FAO, en 1945, pour qu'une vision de la sécurité alimentaire transcendant les frontières des nations ou des régions voit enfin le jour. Des sommets politiques de haut niveau comme la Conférence mondiale de l'alimentation des Nations unies à Rome en septembre 1974, la conférence internationale sur la nutrition en 1992 et les sommets mondiaux de l'alimentation en 1996 et 2002, se sont efforcés de jeter les fondements d'un système international de gouvernance de la sécurité alimentaire. Des engagements ont été pris en faveur de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, et des structures ont été mises en place au sein du système des Nations Unies pour traiter des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a été créé en 1974 dans le prolongement de la Conférence mondiale de l'alimentation, pour être au sein du Système des Nations unies l'organe intergouvernemental chargé d'examiner et de suivre les politiques et programmes relatifs à la sécurité alimentaire. Organisme intergouvernemental, le CSA est universel: en d'autres termes, il est ouvert à tous les États membres de la FAO et des Nations unies ainsi qu'aux représentants d'autres organisations internationales, d'ONG, de la société civile et du secteur privé. En 1996, le CSA s'est vu confier par le sommet mondial de l'alimentation (SMA) la responsabilité du suivi de la mise en œuvre du plan d'action décidé par le SMA. Toutefois, l'impulsion nécessaire pour réaliser des progrès rapides et substantiels en faveur de la sécurité alimentaire n'a pas été au rendez-vous, en raison à la fois du manque d'attention portée par les gouvernements aux causes profondes de la faim et du manque de cohérence et de

⁴⁶ Évaluation internationale des connaissances agricoles, des sciences et des technologies pour le développement (IAATSD), rapport de synthèse 2009, [http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf).

convergence des politiques et programmes mis en œuvre par les pays, les bailleurs de fonds et autres parties prenantes⁴⁷.

Évolutions récentes

Ces dernières années, le problème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est revenu sur le devant de la scène, du fait en particulier de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la crise financière et économique mondiale. La sécurité alimentaire mondiale et sa gouvernance ont bénéficié d'un regain d'attention politique, avec la volonté de traiter à la fois les effets des crises mais plus important encore, les facteurs structurels, de long terme, qui contribuent à la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les engagements pris en faveur d'un accroissement des ressources consacrées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays les plus exposés, ont été renouvelés.

La concrétisation progressive du droit à l'alimentation a été reconnue dans diverses instances comme le cadre fondamental dans lequel doivent s'inscrire toutes les actions en faveur de la sécurité alimentaire. Un certain nombre d'initiatives nationales et régionales (politiques et programmes) ont vu le jour à l'issue d'un processus participatif, pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle nationale et locale, et mettre en place un cadre politique de soutien de la croissance de l'agriculture. Les réponses régionales et sous-régionales existantes et émergentes (comme le NEPAD/ PDDAA et Sin hambre en Amérique latine) favorisent l'intégration et la cohérence des efforts déployés à l'échelle nationale. La volonté de mieux intégrer et d'assurer la cohérence des politiques et leur mise en œuvre se retrouve également dans les efforts de coordination des bailleurs de fonds que reflètent la déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra. L'Alliance internationale contre la faim (AICF), créée après le Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, a pour vocation de rassembler tous les secteurs et parties prenantes pour capitaliser l'expérience et consolider les initiatives à l'échelle nationale⁴⁸.

Sous l'égide du Secrétaire général des Nations unies, le groupe d'action rassemble les responsables des agences, des fonds et des programmes spécialisés de l'ONU, ainsi que des branches concernées du secrétariat de l'ONU, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce. L'objectif principal du groupe d'action est la promotion d'une réponse complète et unifiée au défi de la sécurité alimentaire mondiale, notamment en facilitant la création d'un plan d'action prioritaire et la coordination de sa mise en œuvre. Le Secrétaire général a nommé le sous-secrétaire général David Nabarro comme coordinateur du groupe d'action. M. Nabarro est assisté par un petit secrétariat en charge de la coordination du groupe d'action de haut niveau et de la mise en œuvre de son programme de travail.

En juillet 2008, avec son cadre d'action détaillé, le groupe d'action a remédié à l'absence de plan d'action. Ce cadre détermine la position commune des membres du groupe d'action de haut niveau, et vise à catalyser l'action en proposant aux gouvernements, aux organisations internationales et régionales et aux groupes issus de la société civile une série de politiques et d'actions permettant d'élaborer des réponses adaptées. L'approche est double : déterminer des activités liées aux besoins immédiats, telles que l'investissement dans l'assistance alimentaire et les filets de sécurité sociale, ainsi que des activités répondant à des besoins structurels de plus long terme, tels que le renforcement de l'investissement agricole au sein des pays en développement, le renforcement de l'accès des producteurs, des petits éleveurs et des pêcheurs aux terres, à l'eau, aux intrants et aux technologies post-récoltes, avec une focalisation sur les besoins des petits producteurs, sur leur droit à l'alimentation, sur le renforcement de leurs revenus et sur une nutrition adaptée⁴⁹.

Lors de la conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : défis du changement climatique et des bioénergies (FAO, juin 2008) et du sommet du G8+ au Japon (juillet 2008, déclaration de Tokyo), des propositions concrètes ont été formulées pour la création d'un partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation. Cette orientation a été réaffirmée lors de la réunion de haut niveau de Madrid sur la sécurité

⁴⁷ FAO, La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, novembre 2009, <http://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6367f.pdf>

⁴⁸ FAO, La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, novembre 2009, <http://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6367f.pdf>

⁴⁹ Source : Site web de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (uniquement en anglais), <http://www.un.org/issues/food/taskforce/background.shtml>

alimentaire pour tous (janvier 2009), à l'occasion de laquelle la sécurité alimentaire et la nutrition ont été ajoutées aux appels de partenariat mondial. Ces propositions ont été discutées plus avant lors de la conférence de la FAO de novembre 2008, lors du sommet du G8+ de L'Aquila en juillet 2009 et lors du sommet du G8 de Pittsburgh de septembre 2009.

En juillet 2009, le sommet du G8+ en Italie a donné naissance à l'initiative de sécurité alimentaire de L'Aquila, cristallisant l'engagement des parties en présence à mobiliser 21 milliards USD sur une période de trois ans afin d'améliorer l'agriculture et la sécurité alimentaire de manière plus coordonnée et complète. Depuis, une série de réunions ont été organisées dans le contexte de l'orientation adoptée à L'Aquila avec des organes et des donateurs internationaux concernés afin d'élaborer une approche systématique permettant de traduire les engagements de L'Aquila en plans concrets et en mesures pratiques.

Afin de faire face aux préoccupations essentielles de sécurité alimentaire et de nutrition, ces initiatives ont appelé à une nouvelle conception de la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale, en s'appuyant sur les institutions existantes, avec les réformes qui s'imposent, et sur des partenariats renforcés. Les fonctions des organisations impliquées dans l'agriculture et la sécurité alimentaire doivent être réalignées, renforcées et coordonnées afin de répondre aux défis nouveaux et émergents. Ces initiatives ont permis l'élaboration de solutions partielles favorisant la cohérence et la convergence (notamment entre les agences de l'ONU ou des groupes de pays comme le G8). Toutefois, il va de soi qu'une plus grande cohérence de la gouvernance mondiale en matière de sécurité alimentaire demeure nécessaire afin d'encourager la convergence des politiques et des actions de l'ensemble des parties prenantes. Il s'agit notamment des gouvernements, des institutions nationales et internationales concernées, des groupes issus de la société civile tels que des organisations de producteurs et de consommateurs et d'autres acteurs clés du système alimentaire mondial. Le rôle du secteur privé ne devrait pas être sous-estimé, tout comme celui de l'industrie alimentaire, dont les capacités de recherche et de développement sont grandes et la pénétration des chaînes d'approvisionnement et des marchés, profonde. En collaborant, ces parties prenantes peuvent contribuer de manière plus efficace à l'élimination de la faim chronique, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et prévenir les futures crises de sécurité alimentaire⁵⁰.

Éléments du cadre d'action complet développé par l'Equipe spéciale de haut niveau des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

Le mandat de l'Equipe spéciale est contenu dans le communiqué du bureau des chefs de secrétariat de l'ONU sur la réponse de cette dernière à la crise alimentaire mondiale. Le contexte politique de ce travail réside dans la déclaration de la conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, organisée à Rome en juin 2008 et consacrée aux défis du changement climatique et des bioénergies. Le point de départ du cadre d'action complet est le premier objectif du millénaire pour le développement, à savoir l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim.

Le premier objectif de l'Equipe spéciale est d'améliorer l'accès à l'aide alimentaire et nutritionnelle et prendre des mesures immédiates pour augmenter les disponibilités alimentaires.

A ce but les actions suivantes sont nécessaires afin d'obtenir des résultats immédiats :

- a) Renforcement et augmentation de l'accessibilité de l'aide alimentaire d'urgence, des interventions de nutrition et des filets de sécurité : assurer la pleine satisfaction des besoins urgents ; protéger les besoins de consommation de base des pauvres ; augmenter le soutien nutritionnel ; soutenir la gestion de la sous-nutrition ; promouvoir l'alimentation scolaire ; ajuster les pensions et autres programmes de protection sociale ; autoriser la libre circulation de l'aide ; étudier la possibilité d'établir des réserves humanitaires de produits alimentaires.
- b) Stimulation de la production alimentaire des petits exploitants : fournir des filets de sécurité de nature à accroître la productivité ; remettre en état l'infrastructure rurale et agricole ; réduire les pertes d'après récoltes et améliorer les stocks au niveau des villages ; supprimer les contraintes artificielles qui pèsent sur le commerce intérieur ; améliorer les services de santé animale.
- c) Ajustement de la politique commerciale et fiscale : examiner les options de politique commerciale et fiscale ; utiliser les subventions alimentaires généralisées ; éviter les subventions alimentaires généralisées ;

⁵⁰ FAO, La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, novembre 2009, <http://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6367f.pdf>

minimiser la limitation des exportations ; réduire les restrictions à l'utilisation des stocks ; réduire les taxes d'importation ; améliorer l'efficacité de la facilitation du commerce ; réduire provisoirement la TVA et autres taxes.

d) Gérer les implications macroéconomiques : contenir l'inflation de base et les attentes d'inflation ; évaluer l'impact sur la balance des paiements ; mobiliser l'aide extérieure pour financer des importations supplémentaires de produits alimentaires ; assurer l'existence d'un niveau suffisant de réserves en devises ; chiffrer le coût des mesures budgétaires en réponse à la crise alimentaire.

Le deuxième objectif de l'Equipe spéciale est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le long terme en s'attaquant aux causes profondes de la crise alimentaire.

Pour réaliser cet objectif les actions suivantes sont nécessaires :

e) Expansion des systèmes de protection sociale : renforcer la capacité à concevoir et mettre en place des politiques et programmes de protection sociale ; s'orienter vers des programmes plus efficaces ; trouver des alternatives à une assistance inconditionnelle ; améliorer la qualité et la diversité des aliments

f) Maintien de la croissance de la production alimentaire des petits exploitants : améliorer le cadre directif porteur ; stimuler l'investissement public/privé dans l'agriculture ; assurer une disponibilité fiable et une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment de la terre, de l'eau et de la biodiversité ; investir en recherche agricole ; améliorer l'infrastructure rurale ; assurer un accès soutenu à des marchés compétitifs, transparents et tirés par le secteur privé ; soutenir la création d'organisations de producteurs ; renforcer l'accès à des petits producteurs et autres acteurs de la chaîne alimentaire à des instruments de gestion financière et de gestion des risques.

g) Amélioration des marchés alimentaires internationaux : réduire/éliminer les distorsions du commerce agricole dans les pays à hauts revenus ; achever rapidement la série des négociations commerciales de Doha dans l'optique des impératifs du développement ; mettre en œuvre le programme « Aide pour le commerce » ; renforcer la surveillance des marchés pour limiter la spéculation ; mettre les marchés en mesure de mieux répondre aux besoins des pays à faibles revenus ; soutenir le partage des stocks régionaux ou mondiaux.

h) Développement du consensus international sur les biocarburants : établir un cadre commun de référence ; élaborer des principes directeurs concernant les biocarburants et mettre en place des mesures de sauvegarde ; entreprendre une analyse d'impact ; réévaluer les buts visés, les subventions et les droits de douanes en matière de biocarburants ; faciliter l'investissement privé dans la production de biocarburants ; promouvoir la recherche et le développement, l'échange de savoir et le renforcement des capacités.

i) Renforcement des systèmes mondiaux et d'analyse : établir une meilleure coordination des systèmes d'information ; réaliser des évaluations et des analyses globales ; organiser des évaluations de santé et de nutrition ; analyser les possibilités d'action et définir des approches programmatiques ; examiner les plans d'action conjoncturelle et les systèmes d'alerte rapide⁵¹.

Vers un partenariat mondial: un Comité de la sécurité alimentaire (CSA) réformé

L'initiative la plus récente et la plus prometteuse pour renforcer la coordination des actions et les partenariats dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA). La réforme, approuvée par les membres du CSA le 17 octobre 2009, a pour but de faire du CSA « un élément central du partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition [qui constituera] la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble de l'humanité. »

La réforme du Comité de la sécurité alimentaire qui vient d'aboutir représente une occasion unique d'améliorer la gouvernance. Et grâce à la participation des mécanismes de consultation pertinents à l'échelle nationale, elle pose les fondements d'un Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité

⁵¹ Equipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, Cadre global d'action, juillet 2008, <http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/frameworkofaction.pdf>

alimentaire efficace et efficient. La mission de ce CSA renouvelé présente notamment les caractéristiques suivantes :

- Coordination à l'échelle mondiale des actions visant à éliminer la faim et à garantir la sécurité alimentaire pour tous. Il s'agit notamment d'appuyer les plans et initiatives nationales de lutte contre la faim, de veiller à ce que toutes les voix concernées puissent se faire entendre dans le débat public sur l'alimentation et l'agriculture, de consolider les liens à l'échelle régionale, nationale et locale, et de fonder les décisions sur des données scientifiques et l'état de l'art en matière de connaissances.
- Ouverture: accorder la parole et reconnaître un rôle efficace à un plus large éventail d'organisations qui travaillent sur les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des Nations unies, comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Équipe de haut niveau des Nations Unies sur la crise de la sécurité alimentaire et d'autres institutions spécialisées des Nations unies. Les centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et les organisations régionales de développement seront également associés, ainsi que les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales. Le comité sera aussi ouvert aux représentants des associations du secteur privé et des fondations caritatives. La consolidation des partenariats et des alliances entre toutes les parties prenantes, à tous les niveaux, sera un élément fondamental de la gouvernance de la sécurité alimentaire.
- Base scientifique solide: un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et autres sujets connexes, assistera le comité, afin de s'assurer que les décideurs politiques disposent des analyses et avis scientifiques les mieux documentés pour adopter les actions les plus efficaces dans la lutte contre la faim. L'établissement de liens structurels entre experts scientifiques et instances de décision est crucial pour combattre efficacement la faim et la pauvreté.
- Plateforme de discussion et de coordination. Promouvoir la convergence des actions notamment à travers l'élaboration de stratégies internationales et de directives volontaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en s'appuyant sur les meilleures pratiques et les enseignements fournis par les pays dont les efforts de réduction de la faim ont porté leurs fruits. Les pays et les régions doivent pouvoir accéder sans difficulté à l'aide nécessaire pour combattre plus efficacement et plus rapidement la faim et la malnutrition⁵².

Considérations de politique générale

Un certain nombre de considérations devront être prises en compte parallèlement à la réforme du CSA et à la concrétisation du partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Parmi celles-ci notamment :

Comment s'assurer de l'efficacité de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire ?

Dès lors que les éléments de la réforme sont en place, l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale implique une meilleure intégration et coordination des initiatives de réforme, horizontalement (entre pays, organisations, parties prenantes, etc.) et verticalement (du niveau local à mondial). Tout l'enjeu est de déterminer comment faciliter et accélérer cette intégration, et de s'assurer que la réforme en cours sert bien dans la pratique la lutte contre l'insécurité alimentaire, « sur le terrain »?

Comment inscrire durablement la sécurité alimentaire dans les priorités de développement national ?

Les politiques de réduction de la faim ne visent pas uniquement à une meilleure gestion des systèmes agricoles et alimentaires en période de crise; elles doivent être pleinement intégrées dans les priorités et stratégies nationales de développement, y compris les programmes de protection sociale. Les objectifs de

⁵² FAO, La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, novembre 2009, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6367f.pdf>

réduction de la faim doivent trouver leur place dans d'autres programmes régionaux et mondiaux pour garantir que les questions de sécurité alimentaire sont bien prises en compte (par exemple, dans les négociations sur le commerce et le changement climatique, les accords économiques, etc.). Apporter des réponses durables aux crises et accroître la résilience des systèmes agricoles implique de donner la priorité aux démarches locales.

Comment trouver un meilleur équilibre entre aide d'urgence et aide à long terme ?

Une tendance observée est l'augmentation de l'aide alimentaire et agricole à court terme face à des situations d'urgence, et le déclin de l'aide à long terme pour le développement des biens d'intérêt général. Quel est le juste équilibre entre l'aide d'urgence à court terme et l'aide à long terme qui doit limiter les situations d'urgence? En quoi une gouvernance améliorée peut-elle permettre aux bailleurs de fonds et agents d'exécution de s'assurer que l'aide à long terme fournie contribue effectivement au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans les pays en développement?

Comment donner à la gouvernance de la sécurité alimentaire la souplesse et la réactivité nécessaires pour faire face à de nouveaux défis ?

Les causes contemporaines de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont parfois différentes de celles observées à l'occasion de précédentes crises alimentaires. Elles sont aussi susceptibles d'évoluer sous l'effet de la mondialisation et de son accélération, du déclin de la croissance démographique et de l'augmentation de l'urbanisation. Le nouveau système de gouvernance devra être ouvert à tous, attentif aux points de vue des Membres, suffisamment souple et capable de susciter un consensus politique comme de mobiliser l'expertise scientifique et les ressources financières notamment, en fonction des besoins⁵³.

8. Les initiatives de l'UE sur la sécurité alimentaire

Il n'y a pour l'instant pas de cadre stratégique communautaire en place pour la sécurité alimentaire. L'approche de la CE était fondée sur le règlement du Conseil n° 1292/1996, qui a été abrogée avec l'entrée en vigueur en 2007 de l'instrument de financement de la coopération au développement. De plus, ce règlement était centré sur l'aide alimentaire et sur les interventions à court terme et ne fournissait pas d'orientation quant à la façon la plus appropriée d'appuyer les pays en développement en situation d'insécurité alimentaire chronique.

Bien que l'UE (c'est-à-dire la Communauté européenne et les États membres de l'UE) soit le plus grand donateur mondial en termes d'aide publique au développement (APD) et d'aide humanitaire, et bien que la Commission européenne et les États membres aient mis en place plusieurs cadres d'orientation et instruments de financement pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les pays en développement, une des questions centrales qui demeure est d'assurer l'utilisation de « toutes les sources possibles de financement pour le développement, ainsi que les crédits à l'exportation, les garanties d'investissements et les transferts de technologies, en tant qu'instruments pour mobiliser une aide visant à stimuler sans exclusive la croissance, l'investissement, le commerce et la création d'emplois » (voir les conclusions du Conseil du 18 mai 2009, sur l'appui aux pays en développement confrontés à la crise)⁵⁴.

Toutefois, plusieurs instruments et mesures concernent des questions de sécurité alimentaire dans les pays ACP.

En 2007, la CE publiait une communication intitulée « Faire progresser l'agriculture africaine : Proposition de coopération aux niveaux continental et régional pour le développement agricole de l'Afrique⁵⁵. L'initiative se

⁵³ FAO, La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, novembre 2009,

<http://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6367f.pdf>

⁵⁴ Commission européenne, Document d'analyse. Vers un cadre politique communautaire pour appuyer les efforts des pays en développement pour répondre aux défis de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, novembre 2009,

http://ec.europa.eu/development/icenter/files/europa_only/CONS_EU_policy_framework_food_security_20091113_fr.pdf

⁵⁵ Commission européenne, Faire progresser l'agriculture africaine. Proposition de coopération aux niveaux continental et régional pour le développement agricole en Afrique, COM(2007) 440, 24 juillet 2007

fondait sur la constatation que des progrès significatifs vers les objectifs du millénaire pour le développement nécessiteraient l'accélération de la croissance agricole et de la réduction de la pauvreté rurale. Elle fait suite à la stratégie communautaire de 2005 pour l'Afrique et répond à l'importance grandissante accordée par les donateurs au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PPDAA) en Afrique en tant que cadre utile et coordonné de stimulation du développement agricole.

Pour la période 2007-2013, la politique communautaire en matière de sécurité alimentaire est financée par trois types d'instruments :

- La mise en œuvre d'une politique de sécurité alimentaire aux niveaux national et régional soutenue par des instruments géographiques, tels que le Fonds européen de développement (dans les pays ACP) et l'Instrument de coopération au développement (en Amérique latine, en Asie et en Afrique du Sud).
- Le traitement des questions de sécurité alimentaire aux niveaux mondial, continental et régional par le Programme thématique de sécurité alimentaire (PTSA). Ce programme permet également de répondre aux défis de sécurité alimentaire dans les pays où les instruments géographiques ne sont pas pleinement opérationnels.
- Afin de répondre rapidement aux problèmes causés par la crise alimentaire dans les pays en développement, un mécanisme d'aide financière aux importations alimentaires de 1 milliard EUR fournit une assistance aux pays les plus affectés par la crise pour une période de trois ans, de 2009 à 2011.

Le 18 décembre 2008, le Parlement européen et le Conseil ont adopté un règlement établissant cette « facilité alimentaire » de 1 milliard EUR⁵⁶, qui constitue la principale réponse de l'UE face à l'empirement de la situation alimentaire mondiale en 2007-2008. La décision de financement, ainsi que le plan global du mécanisme, ont tous deux été approuvés par le Parlement européen et l'ensemble des États membres.

Destinée à fonctionner sur une durée intermédiaire entre l'aide d'urgence et la coopération au développement de moyen et de long terme, la « facilité alimentaire » opérera sur trois ans (2009-2011). Des activités de trois types seront soutenues :

- Des mesures d'amélioration de l'accès aux intrants agricoles tels que les fertilisants et les semis et aux services, vétérinaires et de conseil par exemple ;
- D'autres mesures à échelle réduite visant à renforcer la production agricole, telles que le microcrédit, les infrastructures rurales, la formation et le soutien aux associations professionnelles du secteur agricole ; et
- Des mesures de filet de sécurité, permettant des transferts sociaux vers les groupes vulnérables, souvent sous la forme de travaux publics nécessitant une importante main-d'œuvre (routes, projets d'irrigation, etc.).

La décision de financement actuelle de la Commission soutient des projets et des programmes dans 23 pays en développement : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Burkina Faso, la Birmanie/Myanmar, le Burundi, Cuba, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée Bissau, Haïti, le Honduras, le Kenya, le Libéria, le Mali, le Mozambique, le Pakistan, la Palestine, les Philippines, la République centrafricaine, la RD du Congo, la Sierra Leone et le Zimbabwe. Le texte complet de la décision, y compris les allocations par pays, est consultable à l'adresse fournie ci-dessous.

Les financements des projets adoptés aujourd'hui seront canalisés par des organisations internationales : l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et des agences spécialisées de l'ONU, telle que l'UNOPS (en Birmanie/Myanmar) et l'UNRWA (en Palestine).

http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2007_0440_F_FR_AFRICAN_AGRICULTURE.pdf

⁵⁶ Source :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/490&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>.

Voir le Règlement (CE) No 1337/2008 portant établissement d'une facilité de réponse rapide à la flambée des prix

alimentaires dans les pays en développement, 16 décembre 2008, [http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:354:0062:0069:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:354:0062:0069:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:354:0062:0069:FR:PDF) . Pour plus d'information voir le portail sur la Facilité alimentaire, http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility_fr.htm

Le plan global de mise en œuvre de la « facilité alimentaire » contient une liste de 50 pays cibles qui bénéficieront d'une assistance durant une période de trois ans. Le soutien sera fourni via des organisations internationales, des organisations régionales et des gouvernements nationaux, ainsi que via des appels à propositions destinés à des acteurs non étatiques, des organes des États membres et d'autres acteurs concernés.

La décision de la Commission souligne l'importance de l'Union européenne en tant que principal partenaire mondial permettant de garantir la sécurité alimentaire. Les projets devant être financés auront un impact positif sur la vie de millions de pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

L'aide alimentaire, en tant qu'instrument humanitaire, est gérée par la DG ECHO dans le cadre de l'Instrument d'aide humanitaire⁵⁷. Au sein de la Commission, la programmation des moyens financiers relève de la responsabilité conjointe de la DG Développement (pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et le PTSA)⁵⁸ et la DG Relations extérieures (ressources géographiques des pays autres qu'ACP).

Vers un cadre politique communautaire d'assistance aux pays en développement face aux défis d'agriculture et de sécurité alimentaire

La Commission européenne envisage de revoir son approche de la sécurité alimentaire et de proposer un nouveau cadre d'orientation pour l'Union européenne. L'élaboration d'un nouveau cadre européen apparaît particulièrement nécessaire à l'heure actuelle, en raison des changements survenus dans le système de gouvernance globale de la sécurité alimentaire internationale et de l'évolution de l'agenda mondial de la sécurité alimentaire, suite à la récente crise alimentaire. Le principal objectif de la politique proposée serait de fournir un cadre commun à l'Union Européenne pour répondre aux défis à long terme de la sécurité alimentaire, qui soit adapté au monde actuel. En effet, l'interconnexion des populations et des marchés et de plus en plus étroite et la croissance démographique et les pressions sur les ressources naturelles menacent de plus en plus l'accès durable de chacun à la nourriture. Par ailleurs, pour ce qui est des interventions à court terme, la Commission est en train de redéfinir son approche vis-à-vis de l'assistance humanitaire alimentaire.

Pour ces raisons la Commission européenne a publié un document d'analyse visant à lancer une consultation publique afin de réunir les avis et les conseils des parties prenantes concernant les divers aspects de ce cadre d'orientation communautaire proposé (justification, portée, objectifs stratégiques, approche et mise en œuvre)⁵⁹. Les questions soulevées dans le document sont issues d'analyses conduites par les principales organisations de recherche et agences internationales, ainsi que les propres recherches de la Commission européenne. Ce document a également été alimenté par les cadres d'orientation existants dans l'Union européenne. S'agissant des questions sur lesquelles les organisations et institutions européennes ne se sont pas prononcées, le présent document propose quelques éléments de discussion et d'échange d'opinions. La consultation publique s'étendra de du 16 Novembre 2009 au 9 Janvier 2010 et est ouverte à toute partie prenante intéressée. Les personnes, organisations et administrations publiques qui ont l'intention de participer à la consultation peuvent envoyer leur contribution, sous forme de réponse à une ou plusieurs des questions posées à la fin de chacun des chapitres et/ou sous forme de commentaire général sur les points soulevés dans le document⁶⁰.

Selon le document, l'objectif de la politique serait d'aider les pays en développement à répondre aux défis de la sécurité alimentaire et d'une agriculture durable au travers de quatre priorités:

- 1) accroître la disponibilité de la nourriture;

⁵⁷ Voir le site web de la DG ECHO de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/echo/aid/food_fr.htm

⁵⁸ Commission européenne, DG Développement : Développement rural, planification locale, agriculture et sécurité alimentaire : http://ec.europa.eu/development/policies/9interventionareas/ruraldev_fr.cfm

⁵⁹ Commission européenne, Document d'analyse. Vers un cadre politique communautaire pour appuyer les efforts des pays en développement pour répondre aux défis de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
http://ec.europa.eu/development/center/files/europa_only/CONS_EU_policy_framework_food_security_20091113_fr.pdf

⁶⁰ Commission européenne/Site web de la DG développement, Consultation sur un document de réflexion intitulé "Vers un cadre politique communautaire en vue d'aider les pays en développement dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire",
<http://ec.europa.eu/development/how/consultation/index.cfm?action=viewcons&id=4785&lng=fr>

Le document est publié aussi sur le site internet de la Commission Européenne (<http://ec.europa.yourvoice/>).

- 2) améliorer l'accès à la nourriture;
- 3) améliorer la qualité de l'apport alimentaire et assurer une utilisation adéquate des aliments;
- 4) renforcer la prévention, la préparation et la gestion des crises.

Cet objectif sera atteint : a) en donnant la priorité à l'appropriation par les pays des stratégies et processus de développement ainsi qu'aux partenariats avec les pays en développement, b) en intégrant les objectifs de la politique de sécurité alimentaire dans le dialogue politique conduit par les Etats Membres de l'Union et par les institutions de l'UE. De plus, la politique européenne sera fondée sur les principes suivants : i) équité et participation des bénéficiaires (en particulier les femmes) dans la formulation des politiques et en général dans les processus de prise de décision; ii) ciblage des groupes les plus vulnérables (en particulier les petits agriculteurs, les femmes et les enfants ; iii) prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans le contexte du développement agricole et de la sécurité alimentaire; iv) cohérence entre les instruments (objectifs, actions, cadre temporel) et entre politiques (p.ex. politiques agricole, commerciale, environnementale, de la pêche, de l'énergie).

Sélection des ressources en ligne

Banque mondiale

World Bank, Revised Outlook for Remittance Flows 2009-11 (uniquement en anglais),
http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/MD_Brief9_Mar2009.pdf

World Bank, Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices, a report for the G8 Hokkaido-Toyako Summit, July 2008 (uniquement en anglais),
http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_download/gid,826/

World Bank, A Note on Rising Food Prices, The World Bank Development Prospects Group, Policy Research Working Paper 4682, July 2008 (uniquement en anglais),
http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_download/gid,827/

World Bank, Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries, April 2008 (uniquement en anglais),
<http://go.worldbank.org/6WPZBNNE40>

World Bank, World Development Report 2008 – Agriculture for Development, October 2007 (uniquement en anglais),
http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_details/gid,374/

Union européenne

Parlement européen, Résolution du Parlement européen du 26 novembre 2009 sur le sommet de la FAO et la sécurité alimentaire
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2009-0102+0+DOC+XML+V0//FR>

Commission européenne, Document d'analyse. Vers un cadre politique communautaire pour appuyer les efforts des pays en développement pour répondre aux défis de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, novembre 2009
http://ec.europa.eu/development/icenter/files/europa_only/CONS_EU_policy_framework_food_security_20091113_fr.pdf

Conseil de l'Union européenne, Sécurité alimentaire et cohérence des politiques – y compris la réforme de la FAO et le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire ; Conclusions du Conseil, 9 octobre 2009
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/09/st12/st12481.fr09.pdf>

Commission européenne, Faire progresser l'agriculture africaine. Proposition de coopération aux niveaux continental et régional pour le développement agricole en Afrique, 24 juillet 2007, COM(2007) 440
http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2007_0440_F_FR_AFRICAN_AGRICULTURE.pdf

FAO

Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, Déclaration du sommet mondial sur la sécurité alimentaire, Rome, 16 – 18 novembre 2009
<http://ftp.fao.org/docrep/fao/Meeting/018/k6050f.pdf>

Comment nourrir le monde en 205, octobre 2009
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6021f.pdf>

La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire octobre 2009
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6367f.pdf>

La faim face à la crise, Perspectives Economiques et Sociales, Synthèse n. 6, Septembre 2009
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak541f/ak541f00.pdf>

Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais, 2009
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/Press%20release%20june-fr.pdf

Perspectives de récolte et situation alimentaire, juillet 2009
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ai484f/ai484f00.pdf>

Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Conseil de la FAO, Cent trente-sixième session, Rome, 15-19 juin 2009
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/016/k5215f.pdf>

Perspectives de l'alimentation, juin 2009
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ai482f/ai482f00.pdf>

The resources outlook to 2050. By how much do land, water and crop yields need to increase by 2050?, Paper presented at the FAO Expert Meeting, 24-26 June 2009, Rome on "How to Feed the World in 2050" (uniquement en anglais)
http://www.inta.gov.ar/ies/foro2050/DocumentosdeExpertos/05-Bruinsma_ResourceOutlookto2050.pdf

Food security and Agricultural Mitigation in Developing Countries- Options for capturing synergies, 2009 (uniquement en anglais)
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak596e/ak596e00.pdf>

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements
<http://www.fao.org/docrep/012/i0876f/i0876f00.htm>

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives
<http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

FAO-CE, Guides pratiques. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire, 2006
http://www.foodsec.org/docs/concepts_guide_fr.pdf

Évaluation de la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Trente-quatrième session, Rome, 14 -17 octobre 2008
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/014/k3175f.pdf>

OECD/FAO, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2108, Résumé
<http://www.agri-outlook.org/dataoecd/5/0/43037610.pdf>

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA), L'aide alimentaire pour la sécurité alimentaire?, 2006
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0800e/a0800e.pdf>

Sécurité alimentaire, Notes d'orientation n. 2, juin 2006
ftp://ftp.fao.org/es/ESA/policybriefs/pb_02_fr.pdf

World agriculture: towards 2030/2050. Interim report. Prospects for food, nutrition, agriculture and major commodity groups, 2006 (uniquement en anglais)
<http://www.fao.org/ES/esd/AT2050web.pdf>

A Conceptual Framework for National Agricultural, Rural Development, and Food Security Strategies and Policies, ESA Working Paper No. 03-17, 2003 (uniquement en anglais)
<http://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae050e/ae050e00.pdf>

Trade reforms and food security. Conceptualizing the linkages, 2003 (uniquement en anglais)
<http://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4671e/y4671e00.pdf>

Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, Sommet mondial de l'alimentation Rome 13-17 novembre 1996
<http://www.fao.org/DOCREP/003/W3613F/W3613F00.HTM>

IAATSD - Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement

Résumé analytique du Rapport de synthèse, 2009
http://www.agassessment.org/docs/SR_Exec_Sum_280508_French.pdf

Agriculture at a crossroads. Synthesis Report, 2009 (uniquement en anglais)
[http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf)

Full report (uniquement en anglais)
[http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Global%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Global%20Report%20(English).pdf)

IFPRI

IFPRI, Millions fed : proven successes in agricultural development, 2009 (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc64.pdf>

Highlights (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/millionsfedbooklet.pdf>

IFPRI et al., Global Hunger Index 2009 (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi09.pdf>

The poorest and hungry : Assessments, analyses, and actions, 2009 (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc63.pdf>

Gender Dimensions of Agriculture, Poverty, Nutrition, and Food Security in Nigeria, Nigeria strategy support Programme, Brief n. 5, 2009 (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/nsspbrief05.pdf>

Food-Security Risks Must Be Comprehensively Addressed. Annual Report Essay 2008–2009 (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ar08e.pdf>

Global food crises: monitoring and assessing impact to inform policy responses, Food Policy Report, 2008 (uniquement en anglais)

http://beta.irri.org/solutions/images/publications/papers/ifpri_food_financial_crisis_dec2008.pdf

Helping women respond to the global food price crisis, policy Brief 7, October 2008 (uniquement en anglais)

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp007.pdf>

High Food Prices: The What, Who, and How of Proposed Policy Actions, policy Brief, May 2008 (uniquement en anglais)

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/foodpricespolicyaction.pdf>

Helping women respond to the global food price crisis, Policy Brief 2008 (uniquement en anglais)

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp007.pdf>

The future of small farms for poverty reduction and growth, 2020 Discussion Paper n. 42, July 2008 (uniquement en anglais)

http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/expert_paper/16-Wiggins-Africa-Smallholders.pdf

IFPRI, Building on successes in African Agriculture, Focus n. 12, 2004 (Brief prepared for the IFPRI 2020 conference "Assuring Food and Nutrition Security in Africa by 2020: Prioritizing Actions, Strengthening Actors, and Facilitating Partnerships," Kampala, Uganda, April 1–3, 2004 (uniquement en anglais)

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/focus12.pdf>

Nations unies

Assemblée générale des Nations unies, Renforcer la capacité d'adaptation: un cadre fondé sur les droits de l'homme pour la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, September 2008

<http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/or1-a-1-hrc.-9-23-08082008-fr.pdf>

Equipe spéciale d'haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, Cadre global d'action, juillet 2008

<http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/frameworkofaction.pdf>

UN University, Vulnerability to Hunger: Improving Food Crisis Responses in Fragile States, UNU-WIDER Research Paper n. 42, 2008 (uniquement en anglais)

http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2008/en_GB/rp2008-42/files/79269701285446203/default/rp2008-42.pdf

Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Global Update Food Security Monitoring, June - September 2009 (uniquement en anglais)

<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp209292.pdf>

Autres sources

DFID, The neglected crisis of undernutrition: Evidence for action, 2009 (uniquement en anglais)

<http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/nutrition-evidence-paper.pdf>

Aprodev and Cidse, Fighting Hunger and Solving the World Food Crisis Recommendations to the EU for the World Summit on Food Security 16-18 November 2009 (uniquement en anglais),

http://cidse.nvisage.uk.com/uploadedFiles/Publications/Publication_repository/A-CIDSE%20APRODEV%20Recommendation%20FINAL%20280909.pdf

Momagri, La volatilité des marchés agricoles : un danger pour la sécurité alimentaire mondiale, 2009
http://www.euractiv.com/29/images/4pages_momagri BD_tcm29-183220.pdf

Save the children, Hungry for Change An eight-step, costed plan of action to tackle global child hunger, 2009 (uniquement en anglais)
http://www.savethechildren.org.uk/en/docs/Hungry_for_Change_low_res_comp.pdf

Vredeseilanden (VECO), An end to world hunger? The World Summit on food security, a missed opportunity, 2009 v
<http://www.vredeseilanden.be/files/docs/varia/2009/report-summit-on-world-food-security-ENG.pdf>

Mr. Olivier De Schutter - UN Special Rapporteur on the right to food, Crisis into Opportunity: Reinforcing Multilateralism Background document to the second report on the global food crisis, 2009
<http://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/SRRTFsecondglobalfoodcrisisnote.pdf>

Wiggins S., Can the smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa? Future Agricultures Consortium (FAC) Working Paper No. 08, July 2009
http://www.future-agricultures.org/Documents/Smallholder_S-Wiggins_Jul-09.pdf

Wiggins S. and Sharada K., Current state of food security in Africa and the Africa–EU partnership on the Millennium Development Goals', Paper for Second Joint Experts Group Meeting, Africa-EU MDGs Partnership, March 2009, Pretoria
http://www.africa-eu-partnership.org/pdf/ua_ue_mdg_partnership_food_security_paper_jeg_24th_march.pdf

Chatham House, The Feeding of the Nine Billion. Global Food Security for the 21st Century. Chatham house Report, 2009
http://www.chathamhouse.org.uk/files/13179_r0109food.pdf

IDS, Population Growth, Environment and Food Security: What Does the Future Hold?, Horizon, 2009
http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0908/Horizon_Briefing_August2.pdf

Oxfam, Band Aids and Beyond. Tackling disasters in Ethiopia 25 years after the famine, 2009
<http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp133-band-aids-beyond.pdf>

Aprodev – CIDSE, Fighting Hunger and Solving the World Food Crisis. Recommendations to the EU for the World Summit on Food Security 16-18 November 2009
http://cidse.nvisage.uk.com/uploadedFiles/Publications/Publication_repository/A-CIDSE%20APRODEV%20Recommendation%20FINAL%20280909.pdf

African Development Bank, Do International remittances affect poverty in Africa?, 2008
http://siteresources.worldbank.org/INTAFROFFCHIECO/Resources/Migration_and_Remittances.pdf

Southern Africa Trust, Who Will Feed the Poor? The Future of Food Security for Southern Africa - A Policy Discussion Paper, November 2008
http://www.donorplatform.org/component/option.com_docman/task.doc_download/gid,886/

GFMS - Global Monitoring for Food Security, Policy Foundations Review, 2004
http://www.gmfs.info/uk/publications/documents/C1_av2.3.pdf

Sites web

ActionAid

<http://www.actionaid.org/>

Union africaine

<http://www.africa-union.org/root/ua/index/index.htm>

Banque asiatique du développement

<http://www.adb.org/Food-Crisis/default.asp>

BBC

http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/world/2008/costoffood/default.stm

The cost of food: facts and figures

http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/7284196.stm

CGIAR - Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale

<http://www.cgiar.org/languages/lang-french.html>

CIRAD

<http://www.cirad.fr/>

CILSS - Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

<http://www.cilss.bf/>

CONCORD

<http://www.concordeurope.org/Public/Page.php?ID=4&language=fre>

CSA – Collectif Stratégies Alimentaires

<http://www.csa-be.org/>

7CTA

<http://www.cta.int/fr/>

Briefing de Bruxelles sur le développement - Flambée des prix alimentaires : une opportunité de changement?, octobre 2008

<http://bruxellesbriefings.net/briefings-precedents/16-octobre-2008/>

Reader: Ressources la flambée des prix alimentaires, octobre 2008

http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2008/10/reader_prixalimentaire.pdf

Briefing de Bruxelles sur le développement - Etat d'avancement de l'agriculture en Afrique, octobre 2007

<http://bruxellesbriefings.net/briefings-precedents/17-octobre-2007/>

Spore

<http://spore.cta.int/index.php?lang=fr&pics=yes>

Connaissances pour le développement

<http://knowledge.cta.int/fr/>

Agritrade
<http://agritrade.cta.int/fr>

Commission européenne

DG Développement
http://ec.europa.eu/development/index_fr.cfm

Consultation sur un document de réflexion intitulé "Vers un cadre politique communautaire en vue d'aider les pays en développement dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire",
<http://ec.europa.eu/development/how/consultation/index.cfm?action=viewcons&id=4785&lng=fr>

DG Relations extérieures
http://ec.europa.eu/external_relations/index_fr.htm

DG EuropeAid
http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm

Facilité alimentaire
http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility_fr.htm

Aide humanitaire (ECHO)
http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm

Parlement européen – Commission Développement
<http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/homeCom.do;jsessionid=23700E471060F3F5D03806C512A6F00.node1?language=FR&body=DEVE>

FAO

Situation alimentaire mondiale
http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/?no_cache=1

Situation alimentaire mondiale : indices des prix alimentaires
<http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>

Sommet mondiale sur la sécurité alimentaire, Rome 16-18 novembre 2009
http://www.fao.org/wsfs/sommet-mondial/fr/?no_cache=1

Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA)
<http://www.fao.org/spfs/spfs-home/fr/>

Initiative sur la flambée des prix des aliments
<http://www.fao.org/isfp/isfp-home/fr/>

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)
<http://www.fao.org/qIEWS/french/index.htm>

Page d'accueil de la faim
<http://www.fao.org/hunger/fr/>

Sécurité alimentaire : l'information pour la prise de décision
http://www.foodsec.org/index_fr.htm

Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSN)

<http://km.fao.org/fsn/fsn-home/fr/>

La FAO et les urgences

<http://www.fao.org/emergencies/tce-home/index-emergencies/fr/>

Le droit à l'alimentation

http://www.fao.org/righttofood/index_fr.htm

Food Prices Index

<http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/en/>

Initiative SICIAV

<http://www.fivims.org/index.php?lang=fr>

Financial Times portal on global food crisis

<http://www.ft.com/foodprices>

GMFS – Surveillance globale pour la sécurité alimentaire

<http://www.gmfs.info/fr/index.html>

ICTSD

<http://ictsd.net/>

FIDA – Portail sur la flambée des prix alimentaires

<http://www.ifad.org/operations/food/>

IFPRI – Portail sur la crise alimentaire

<http://www.ifpri.org/themes/foodprices/foodprices.asp>

FMI - Responding to the Food and Fuel Price Surge portal

<http://www.imf.org/external/np/exr/foodfuel/index.htm>

INRA – Institut National pour la Recherche Agricole

<http://www.international.inra.fr/>

IRD – Institute de recherché pour le développement

<http://en.ird.fr/>

ODI – Food portal

<http://www.odi.org.uk/themes/food/index.asp>

OCDE – Agriculture et pêcheries

http://www.oecd.org/topic/0,3373,fr_2649_37401_1_1_1_1_37401,00.html

OXFAM

<http://www.oxfam.org/fr>

PAM

<http://fr.wfp.org/>

Souveraineté alimentaire des peuples

http://peoplesforum2009.foodsovereignty.org/fr/le_forum_des_peuples

Reliefweb – La crise alimentaire mondiale

<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/GlobalFoodCrisis?Readform>

Équipe spéciale de haut niveau du secrétaire général des NU sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire

<http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/>

Rapporteur spécial des NU sur le droit à l'alimentation

<http://www2.ohchr.org/french/issues/food/index.htm>

Banque mondiale – Portail sur la flambée des prix alimentaires

<http://www.worldbank.org/html/extdr/foodprices/>

Glossaire⁶¹

Accès à la nourriture

Accès de tous à des ressources adéquates (droits) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive. Les droits sont définis comme l'ensemble de biens auxquels une personne est susceptible d'accéder en raison du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit (y compris certains droits traditionnels tels que l'accès aux ressources communes).

Actif

Dans un contexte de subsistance, les actifs sont les ressources d'un ménage ou ceux dont il a l'usufruit légal ou coutumier. Ils appartiennent à cinq grandes catégories : naturels, sociaux, physiques, humains et financiers. Grâce à ces ressources, un ménage peut acquérir de la nourriture directement via la production, ou indirectement via l'échange ou le transfert.

Besoins énergétiques alimentaires minimums

Au sein d'une tranche d'âge spécifique ou d'un sexe, apports énergétiques alimentaires d'une personne considérés comme suffisants pour répondre aux besoins énergétiques pour un rapport poids/taille acceptable, une vie saine et une activité physique légère. Sur l'ensemble de la population, les besoins énergétiques minimums correspondent à la moyenne des besoins énergétiques minimums des différentes tranches d'âge et des deux sexes de la population.

Communauté

On peut définir une communauté comme un groupe de personnes vivant ensemble au même endroit et considérée comme un tout, surtout en termes de valeurs et de responsabilités sociales. Ce groupe est régi par un mode d'administration officiel ou coutumier. Dans certains cas, les deux modes cohabitent. Il pourra également exister une terminologie locale permettant de distinguer les deux. Un accord et une entente plus ou moins clairs sur l'application de la loi coutumière versus statutaire et sur les rôles, les responsabilités et les pouvoirs respectifs des organisations traditionnelles et gouvernementales sera aussi possible.

Consommation alimentaire

Nourriture pouvant être consommée par les humains selon l'estimation des bilans alimentaires de la FAO. Toutefois, la consommation alimentaire réelle peut être inférieure à la quantité de nourriture considérée comme disponible selon l'ampleur du gaspillage et de la perte d'aliments au sein du ménage. Il s'agit notamment de l'entreposage, de la préparation et de la cuisine, des restes ou de la nourriture donnée aux animaux domestiques, ou encore jetée ou distribuée.

Culture de rente

Culture à des fins commerciales, à la différence des cultures alimentaires de subsistance, principalement consommées par l'agriculteur. Dans les pays en développement, les cultures de rente sont généralement exportées. Il s'agit notamment des fruits tropicaux, du cacao, du café, du coton et des légumes relativement chers.

Denrée de base

Bien tangible ayant de la valeur et pouvant être échangé.

Demande effective

⁶¹ Sources : <http://km.fao.org/fsn/resources/glossary0/fr/>; <http://www.fao.org/economic/ess/statistiques-de-securite-alimentaire/statistiques-de-securite-alimentaire-metadonnees/fr/>

Demande réelle de biens ou de services particuliers soutenue par une capacité d'achat. Elle se distingue de la demande notionnelle, qui correspond au désir ou au besoin de biens et de services ne s'accompagnant pas d'un pouvoir d'achat et qui ne peut donc pas être communiquée aux fournisseurs via le mécanisme de prix.

Dilemme nourriture-prix

Dilemme entre l'augmentation de la disponibilité de nourriture et de l'accès à celle-ci. Des prix alimentaires élevés incitent les fournisseurs à la production mais peuvent entraver l'accès à la nourriture, en particulier pour les consommateurs pauvres. Si les prix sont trop bas, les producteurs peuvent ne pas parvenir à couvrir leurs coûts. Ce conflit est au cœur de la politique de sécurité alimentaire.

Disponibilité alimentaire

La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire).

Élasticité

Mesure de la rapidité de réaction d'une variable donnée, telle que l'offre ou la demande, à l'évolution d'une autre, telle que les prix ou les revenus. Par exemple, l'élasticité de prix de la demande renvoie au pourcentage d'évolution de la demande résultant d'un pourcentage d'évolution des prix. Le prix d'un bien est élastique lorsqu'une évolution d'un pour cent entraîne une évolution de la demande supérieure à un pour cent. Un bien est dit inélastique si l'évolution est inférieure à un pour cent. Les biens alimentaires de base sont généralement inélastiques.

Faim

Carence en macronutriments, en énergie et en protéines, ainsi qu'en micronutriments, en vitamines et en minéraux nécessaires à une vie productive, active et saine. La faim peut être un problème de court ou de long terme causé par de nombreux facteurs et entraînant des effets multiples, bénins ou graves. Elle peut résulter d'un apport insuffisant en nutriments ou de l'incapacité physique des individus à absorber les nutriments requis, appelée faim cachée. Deux milliards de personnes souffrent de carence en vitamines et en minéraux. La faim peut également résulter de mauvaises habitudes alimentaires et de mauvaises pratiques de puériculture.

Foyer

On peut définir le foyer comme une unité de personnes habitant sous le même toit et placées sous la houlette d'un chef de famille. Celui-ci est souvent un homme, mais peut être une femme, en l'absence d'homme. De plus en plus souvent, les grands-parents et des adolescents assument ce rôle dans les familles dont les deux parents sont décédés. Outre le chef de famille, un foyer pourra comprendre une épouse, des enfants et des personnes dépendantes permanentes telles que parents âgés ou des dépendants temporaires tels que fille ou fils divorcé(e).

Habilitation

Groupe de biens ou de services alternatifs pouvant être acquis par une personne en convertissant ses dotations, telles que ses terres et sa main-d'œuvre, via la production, le commerce ou les dons.

Insécurité alimentaire

Il y a insécurité alimentaire quand des personnes sont sous-alimentées en raison de l'indisponibilité physique de vivres, de leur manque d'accès économique ou social aux vivres, et/ou d'une utilisation inadéquate des aliments. Les victimes de l'insécurité alimentaire sont les individus dont la consommation alimentaire est inférieure à l'apport énergétique minimal, ainsi que ceux qui présentent des symptômes physiques imputables à des carences énergétiques et nutritionnelles résultant d'un régime déséquilibré ou inadéquat, ou de l'incapacité physiologique d'utiliser efficacement les aliments en raison d'une infection ou d'une maladie. On peut par ailleurs définir l'insécurité alimentaire comme se rapportant seulement aux

conséquences d'une consommation inadéquate d'aliments nutritifs, en considérant que l'utilisation physiologique des aliments par le corps relève des domaines de la santé et de la nutrition.

L'insécurité alimentaire est un phénomène complexe, imputable à une gamme de facteurs qui varient en importance selon les régions, les pays et les groupes sociaux, ainsi que dans le temps. Ces facteurs peuvent être regroupés en quatre ensembles représentant autant de domaines de vulnérabilité potentielle:

- le contexte politique et socioéconomique;
- le degré de fonctionnalité de l'économie alimentaire;
- les pratiques de soins;
- la santé et l'hygiène.

Pour réussir, les stratégies qui visent à éliminer l'insécurité alimentaire doivent s'attaquer à ses causes profondes en combinant les efforts de ceux qui travaillent dans les divers secteurs que sont l'agriculture, la nutrition, la santé, l'éducation, l'aide sociale, l'économie, les travaux publics et l'environnement. Au niveau national, cela signifie que les différents départements ou ministères compétents doivent combiner leurs efforts et leurs qualifications complémentaires pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives intersectorielles qui devront interagir et être coordonnées à l'échelon politique. Au niveau international, cela signifie que différentes organisations spécialisées et divers organismes d'aide au développement doivent collaborer en tant que partenaires associés dans un effort commun.

Loi de Bennett

Avec l'augmentation des revenus d'un ménage, une part calorique moins importante provient d'aliments de base amylacés et le régime alimentaire se diversifie. Cette évolution des modèles alimentaires suppose généralement l'achat d'aliments de meilleure qualité.

Loi d'Engel

Ernst Engel a remarqué que, plus leurs revenus augmentent, plus les gens ont tendance à dépenser une part inférieure de leur budget.

Macronutriments

Glucides lents, protéines et graisses. Ils constituent l'essentiel du régime alimentaire et des apports énergétiques.

Malnutrition

Condition physique caractérisée par des carences nutritives (sous-nutrition) ou un excès de certains nutriments (surnutrition).

Micronutriments

Ensemble des vitamines et des minéraux essentiels à la vie en petites quantités.

Monétisation

Vente d'aide alimentaire sur un marché ouvert.

Nutrition

En tant que domaine de savoir scientifique, la nutrition s'intéresse à l'apport d'aliments et à leur utilisation par le corps. Celui-ci a besoin de nutriments pour assurer sa croissance, son développement, sa santé et le bien-être général de la personne. Souvent, on ne comprend de la nutrition que les effets visibles du manque ou de l'excès de nourriture sur le poids et la santé. De fait, la relation entre absorption de nutriments et état de santé est importante. La malnutrition protéino-calorique, par exemple, est évidente même aux yeux du profane. Les effets de certaines carences alimentaires, telles que celles en oligo-éléments, peuvent être plus insidieux et invisibles aux personnes qui ne sont pas nutritionnistes.

Outre la santé, la nutrition entretient des relations tout aussi importantes avec de nombreux autres aspects tels que (1) activité physique, développement et capacité de travail, (2) activité mentale, développement et performances scolaires, (3) comportement social et pratiques culturelles, etc.

Pouvoir d'achat

Quantités de biens et de services pouvant être achetées pour une somme d'argent donnée. Il dépend des revenus et des prix.

Privations alimentaires (Intensité des)

L'intensité des privations alimentaires indique l'insatisfaction des besoins alimentaires de base des individus privés de nourriture en termes d'apports caloriques. Elle est mesurée comme la différence entre les apports caloriques minimums et moyens de la population sous-alimentée (privée de nourriture). L'intensité des privations alimentaires est faible lorsqu'elle est inférieure à 200 kilocalories par personne par jour et élevée lorsqu'elle est supérieure à 300 kilocalories par personne et par jour. Plus le déficit alimentaire est grand, plus les personnes sont exposées à des risques sanitaires liés à la sous-alimentation.

Prix

Somme d'argent nécessaire à l'échange d'un bien ou d'un service. Les prix sont une source importante d'information sur le marché et influencent les décisions de ses acteurs. Il existe différents types de prix :

- Prix à la production : Prix qu'un agriculteur reçoit pour un produit à la ferme, en excluant les coûts du transport ou d'autres services de commercialisation.
- Prix de gros : Prix d'un bien acheté à un vendeur en gros. Ces vendeurs achètent de grandes quantités de biens et les revendent aux détaillants. Les prix de gros sont supérieurs aux prix à la production car ils sont majorés de la marge de commercialisation.
- Prix au détail : Prix d'un bien acheté à un détaillant par un consommateur. Les prix au détail sont supérieurs aux prix de gros car ils sont majorés de la marge de commercialisation.
- Prix paritaire à l'importation : Prix payé pour un bien importé à la frontière, n'incluant pas les coûts de transaction au sein du pays importateur.
- Prix paritaire à l'exportation : Prix payé pour un bien exporté à la frontière, incluant les coûts de transaction au sein du pays exportateur.

Risque

Probabilité d'impact négatif résultant de l'interaction entre un danger et des conditions de vulnérabilité.

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. La sécurité alimentaire revêt quatre aspects : (1) la disponibilité ; (2) l'accès ; (3) l'utilisation ; et (4) la stabilité.

Sécurité alimentaire des communautés

La sécurité alimentaire des communautés désigne le fait que tous les résidents d'une communauté bénéficient d'une alimentation saine, culturellement acceptable et adéquate sur le plan nutritionnel grâce à un système alimentaire durable qui optimise l'autonomie de la communauté et la justice sociale. La sécurité alimentaire des communautés désigne une stratégie complète visant à résoudre les nombreux problèmes qu'un système alimentaire non durable et injuste engendre dans notre société et notre environnement. Les six principes de base de la sécurité alimentaire des communautés sont les suivants :

Besoins alimentaires des personnes à faibles revenus : Comme le mouvement de lutte contre la faim, la sécurité alimentaire des communautés (SAC) cherche à répondre aux besoins alimentaires des communautés à faibles revenus, à faire reculer la faim et à améliorer la santé des personnes.

Buts généraux : La SAC traite s'attaque à de nombreux problèmes touchant le système alimentaire, le développement des communautés et l'environnement tels que l'avancée de la pauvreté et de la faim, la disparition des terres agricoles et des exploitations familiales, la désintégration des communautés rurales, le développement tentaculaire des banlieues, ainsi que la pollution de l'air et de l'eau due à une production et à des schémas de distribution non durables des produits alimentaires.

Centrage sur les communautés : L'approche SAC cherche à créer des ressources alimentaires suffisantes pour qu'une communauté satisfasse ses propres besoins. Ces ressources peuvent comprendre des

supermarchés, des marchés d'agriculteurs, des jardins, des transports, des entreprises de transformation alimentaire enracinées dans les communautés et des fermes urbaines, pour n'en citer que quelques unes.

Autonomie/Habilitation : Les projets de sécurité alimentaire des communautés répondent au besoin de renforcer l'aptitude des individus à satisfaire leurs besoins alimentaires. La sécurité alimentaire des communautés cherche à développer les ressources collectives et individuelles plutôt qu'à combler leurs carences. Les projets SAC s'efforcent d'impliquer les résidents de la communauté à toutes les phases, de la planification, à l'évaluation en passant par la mise en œuvre.

Agriculture locale : L'existence d'une base agricole locale stable constitue une condition sine qua non de l'existence d'un système alimentaire répondant aux besoins de la communauté. Les agriculteurs ont besoin d'un accès accru à des marchés qui les rémunèrent décemment de leur travail et il faut protéger les terres agricoles contre l'expansion des banlieues. Resserrer les liens entre agriculteurs et consommateurs permet à ces derniers de mieux connaître et de mieux comprendre la source de leur alimentation.

Orientation système : Majoritairement pluridisciplinaires et transversaux, les projets SAC impliquent la collaboration avec de nombreux organismes.

Sécurité alimentaire des ménages

La sécurité alimentaire des ménages dépend de l'accès adéquat, pendant toute l'année, à une alimentation nutritive et saine répondant aux besoins de tous leurs membres. Souvent, les termes « sécurité alimentaire des ménages » et « sécurité alimentaire » sont utilisés de manière interchangeable. Mais la sécurité alimentaire se définit, au minimum, comme l'accès permanent de toute la population à l'alimentation requise pour être en bonne santé, alors que la sécurité alimentaire des ménages s'intéresse à la famille en tant qu'unité d'activité de base de la société. Cette distinction est importante parce que les activités visant améliorer la sécurité alimentaire des ménages peuvent s'avérer très différentes de celles visant à améliorer la sécurité alimentaire en général. Dans ce dernier cas, il pourra s'agir de macro production, de commercialisation, de distribution et d'acquisition de nourriture par la population dans son ensemble.

La sécurité alimentaire des ménages porte sur les modes de production ou d'acquisition des denrées alimentaires pendant l'année, les modes de stockage, de transformation et de conservation des aliments en prévision de pénuries saisonnières ou les modes d'amélioration de la qualité et de la sécurité de leurs disponibilités alimentaires. Elle s'intéresse aussi à la distribution de l'alimentation au sein du ménage et aux priorités liées à la production, l'acquisition, l'utilisation et la consommation de nourriture. Clairement, son centre d'intérêt ne se limite pas à l'alimentation, mais s'étend aux personnes et aux familles, ainsi qu'à la manière dont elles donnent forme à leur chaîne alimentaire et sont touchées par des situations et des problèmes engendrés à des niveaux supérieurs tels que politiques agricoles nationales, situations environnementales, infrastructure de commercialisation et de distribution ou même programmes d'aide internationaux. Ces facteurs sont considérés comme les causes premières de la malnutrition.

Sous-alimentation

Condition des individus dont la consommation énergétique alimentaire est constamment inférieure au minimum requis afin de mener une vie productive, active et saine. Elle est mesurée en utilisant un indicateur intermédiaire d'évaluation de la suffisance de nourriture dans un pays donné afin de répondre aux besoins énergétiques de la population, mais pas ses apports en protéines, en vitamines et en minéraux. À la différence de la sous-nutrition, la sous-alimentation n'est pas évaluée comme un résultat réel.

Sous-nutrition

Manifestation physique de faim résultant d'un apport insuffisant de macro et de micronutriments ou maladie, caractérisée par un dépérissement, une atrophie ou d'autres signes cliniques. Ces déficiences entravent des processus physiques tels que la croissance, la grossesse, l'allaitement, le travail physique, les fonctions cognitives, la résistance aux maladies et la guérison. La sous-nutrition peut être mesurée comme le rapport poids/âge (poids insuffisant), taille/âge (atrophie) et taille/poids (dépérissement).

Stabilité

Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de

chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire.

Subsistance

Capacités, actifs et activités nécessaires à satisfaire les besoins de base d'un ménage, notamment la nourriture, le logement, la santé et l'éducation.

Utilisation

L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire.

Vulnérabilité

Conditions mettant un ménage plus à la merci des effets des dangers. Elle est fonction de l'exposition du ménage à ces dangers et de sa capacité à y faire face afin d'en atténuer les effets.

Acronymes

ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AFD	Agence française de développement
ADP	Assistance publique pour le développement
CAD	Comité d'aide au développement (OECD)
CCC	Commodity Credit Corporation
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO
CSLP	Cadres stratégiques officiels de lutte contre la pauvreté
DFID	Département britannique pour le développement international
DPP	Dialogue public privé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDE	Investissement direct étranger
IPC	Indice des prix à la consommation
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondiale
PFRDV	Pays à faibles revenus et à déficit vivrier
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPI	Programme public d'investissements
PPP	Partenariat public privé
PPTE	Pays pauvres très endettés
R&D	Recherche et développement
SFI	Société financière internationale
SLP	Stratégie de lutte contre la pauvreté
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture
SPM	Soutien des prix du marché
SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
TSA	Tout sauf les armes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis